ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 20 juillet 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°944 ■

EXPORTATIONS ALGÉRIENNES DE GNL VERS LA TURQUIE

1,62 million de tonnes expédiées en six mois

P 16

PEDRO SÁNCHEZ ATTENDU AUJOURD'HUI À ALGER

L'énergie et l'économie au cœur de la visite

Énergie, commerce, investissements et coopération régionale au cœur d'un rapprochement appelé à redynamiser les relations bilatérales entre l'Algérie et l'Espagne. Le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, est attendu, aujourd'hui à Alger, pour une visite officielle qui marque une nouvelle étape dans le réchauffement des relations entre l'Algérie et l'Espagne. P 3

RÉFORME DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Priorité au conseil et à l'accompagnement des entreprises

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a annoncé hier l'ouverture, à partir du mois de septembre prochain, d'importants chantiers de réforme au profit du corps de l'Inspection du travail, destinés à adapter son fonctionnement aux mutations économiques que connaît le pays et à renforcer son rôle dans l'accompagnement des entreprises.

P 2

GUERRE DU GOLFE ET DETROIT D'HORMUZ

Pourquoi le marché pétrolier demeure aussi volatile par rapport aux conflits précédents ?

Le retour de la guerre ouverte avec des frappes américaines sur les infrastructures iraniennes, et des représailles iraniennes sur les installations énergétiques des pays du Golfe ou encore tout ce qui bouge au niveau du détroit d'Hormuz, replace le marché pétrolier dans une situation de forte incertitude. Pourtant, contrairement aux crises précédentes, les prix du pétrole ne réagissent plus uniquement à la perte potentielle de production, mais surtout au risque pesant sur les routes maritimes qui assurent l'approvisionnement mondial.

P 5

PARTENARIAT ALGÉRIE-ALLEMAGNE

De l'échange commercial au codéveloppement

La visite d'État du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Allemagne consacre une nouvelle vision de la coopération bilatérale entre Alger et Berlin. Les accords signés à cette occasion traduisent la volonté des deux pays de bâtir une relation fondée sur la complémentarité industrielle, l'innovation et la création de valeur.

P 3

SNS HOLDING

Le CTMC lance sa propre certification CND P 2

SONELGAZ-DISTRIBUTION

Le Pôle d'Alger appelle à la rationalisation de la consommation P 3

LE GROUPE SIGNE DEUX PROTOCOLES D'ACCORD AVEC SIEMENS ENERGY ET BOSCH

SONATRACH accélère sa transition énergétique P 5

ALGÉRIENNE DES EAUX

Lancement de la campagne nationale de mise à jour des données clients

La campagne nationale de mise à jour des données des clients de l'Algérienne des Eaux (ADE), placée sous le slogan "Connaître ton client", a été officiellement lancée hier depuis la wilaya de Mostaganem. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts engagés par l'entreprise pour moderniser ses services et renforcer la numérisation de sa relation avec les usagers, ont indiqué les responsables de l'établissement.

Le directeur central de la clientèle et de la communication à la Direction générale de l'ADE, Salah Eddine Cherrit, qui a présidé la cérémonie de lancement organisée sur la place de la commune de Mostaganem, a fait savoir que cette campagne, qui sera généralisée à l'ensemble des wilayas du pays, s'inscrit dans le cadre de la politique de modernisation des services publics menée par l'Etat.

Il a précisé que cette initiative intervient en application des orientations du ministère de l'Hydraulique visant à améliorer et à développer le service public de distribution de l'eau, à travers une meilleure connaissance des usagers et une gestion plus efficace de la relation client.

Selon le même responsable, l'objectif principal de cette opération est d'actualiser les informations relatives aux abonnés afin de constituer une base de données fiable, précise et régulièrement mise à jour. Cette base permettra d'améliorer la qualité des prestations, de faciliter les échanges avec les clients et de numériser davantage les procédures liées aux services offerts.

La campagne concerne plus de 6,7 millions de clients à travers le territoire national. A cet effet, les abonnés sont invités à se rapprocher des agences de l'Algérienne des Eaux ou à utiliser les plateformes numériques mises à leur disposition pour actualiser leurs informations personnelles.

Cette démarche permettra notamment de renforcer la communication directe et en temps réel entre l'entreprise et ses usagers, tout en leur donnant accès à de nouveaux services électroniques.

Synthèse R E.

RÉFORME DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Priorité au conseil et à l'accompagnement des entreprises

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a annoncé hier l'ouverture, à partir du mois de septembre prochain, d'importants chantiers de réforme au profit du corps de l'Inspection du travail, destinés à adapter son fonctionnement aux mutations économiques que connaît le pays et à renforcer son rôle dans l'accompagnement des entreprises.

Par Z R.

S'exprimant à l'ouverture de la rencontre nationale d'évaluation des services de l'Inspection générale du travail, organisée à Ben Aknoun en présence des cadres du secteur, des inspecteurs régionaux et des inspecteurs de wilaya, le ministre a présenté les grandes orientations de la réforme tout en dressant un bilan positif de l'activité de l'Inspection.

« L'inspecteur du travail n'est pas uniquement un organe de contrôle ou de répression, mais un véritable partenaire de l'entreprise », a insisté Abdelhak Saihi. Selon lui, la mission de l'Inspection doit désormais reposer davantage sur l'accompagnement, l'orientation et le conseil afin d'aider les entreprises à mieux appliquer la législation sociale, dans un climat de confiance et de bonne foi.

Le ministre a souligné que la dynamique économique enregistrée par l'Algérie, notamment dans les secteurs de l'agriculture, des travaux publics et de l'industrie, impose une nouvelle approche conciliant protection des droits des travailleurs et accompagnement des opérateurs économiques. Dans cette perspective, il a annoncé l'ouverture de plusieurs chantiers de réforme dès septembre prochain. Ils porteront notamment sur la révision du cadre réglementaire des inspecteurs régionaux du travail afin de consacrer les principes d'équité et d'égalité des chances, ainsi que sur l'actualisation du statut particulier des inspecteurs pour répondre aux nouvelles exigences du marché du travail et améliorer la qualité du service public.

Dans son allocution, Saihi a mis également l'accent sur la nécessité de poursuivre la modernisation de l'Inspection du travail à travers la généralisation de la numérisation, le renforcement des moyens matériels et logistiques ainsi que la mise en œuvre d'un programme permanent de formation continue axé sur les aspects pratiques.

Le ministre a plaidé pour une gestion moderne des performances, appelant à l'élaboration de tableaux de bord et d'indicateurs précis permettant d'évaluer l'efficacité des inspecteurs et de mesurer les résultats des actions menées sur le terrain.

Autre axe majeur évoqué par le ministre : la santé et la sécurité au travail, qu'il considère comme la priorité stratégique de l'Inspection. Il a estimé que près de 80 % de l'activité des inspecteurs devrait être consacrée à la prévention, à la sensibilisation et à l'accompagnement des entreprises avant tout recours aux sanctions, afin de développer une véritable culture de prévention et de réduire les accidents du travail.

Sur le plan de la coopération internationale, Abdelhak Saihi a annoncé le lancement, à compter du 15 septembre 2026, d'un programme de formation destiné aux inspecteurs du travail du Nigeria. Cette initiative vise à valoriser l'expertise algérienne dans ce domaine tout en renforçant les échanges de compétences avec les pays partenaires.

Le ministre a, par ailleurs, salué les résultats enregistrés par les services de l'Inspection du travail. En 2025, ceux-ci ont effectué 231 296 visites de contrôle, couvrant plus de 4 millions de travailleurs. Au premier semestre 2026, 125 839 visites ont été réalisées au profit de plus de 1,9 million de travailleurs. Selon les chiffres présentés lors de cette rencontre, les opérations de contrôle menées au cours des six premiers mois de l'année ont permis d'établir 23 366 procès-verbaux d'infraction, de notifier 70 195 mises en demeure et de formuler 19 214 observations écrites. Le ministre a relevé que ces résultats traduisent une amélioration du niveau de conformité des entreprises à la législation du travail et une baisse des infractions constatées, signe, selon lui, de l'efficacité croissante de l'approche fondée sur l'accompagnement et la prévention. Enfin, le ministre a réaffirmé la volonté de son département de poursuivre la modernisation de l'Inspection du travail afin d'en faire un acteur majeur de l'amélioration des conditions de travail, de la prévention des risques professionnels et de l'accompagnement du développement économique.

SNS HOLDING

Le CTMC lance sa propre certification CND

Dans le cadre de son engagement continu en faveur du développement des compétences techniques et de l'alignement sur les normes internationales, le Centre des Technologies Industrielles (CTMC Spa), filiale de la Société Nationale de Sidérurgie (SNS Holding), annonce le lancement de son propre programme de certification en Contrôle Non Destructif (CND). Ce programme est fondé sur la Written Practice du centre, élaborée conformément aux exigences de la norme internationale SNT-TC-1A (édition 2024). Cette initiative constitue une étape importante dans le développement des prestations du CTMC. Elle permettra aux entreprises industrielles de bénéficier d'un système de certification complet, reposant sur les meilleures pratiques internationales et encadré par des compétences nationales hautement qualifiées. Le centre a d'ores et déjà mené avec succès sa première opération de certification au profit de l'unité EPE ALFAPIPE Spa – Annaba, dans le domaine de la radiographie industrielle (Industrial Radiography), au niveau II. Par ailleurs, une nouvelle session de certification est actuellement en cours au profit de NAFTAL BAG, témoignant de la confiance croissante accordée à l'expertise du CTMC et à la qualité de ses services. À travers cette démarche, SNS Holding réaffirme son soutien aux initiatives stratégiques portées par ses filiales, convaincue que le développement des compétences nationales constitue un levier essentiel pour renforcer la compétitivité de l'industrie algérienne et accompagner son évolution conformément aux plus hauts standards internationaux.

R E.

USTHB- GROUPE SAIDAL

Signature d'une convention de coopération

Une convention-cadre de partenariat et de coopération dans le domaine de la recherche scientifique et du développement technologique a été signée, hier à Alger, entre l'Université des sciences et de la technologie "Houari Boumediene" (USTHB) de Bab Ezzouar et le groupe "Saidal".

La signature de cette convention, qui s'inscrit dans le cadre du renouvellement de la coopération entre les deux parties, s'est déroulée en présence de vice-recteurs et de doyens des facultés, ainsi que des cadres du groupe. Cette convention vise à asseoir un cadre structuré de coopération entre les deux parties dans les domaines de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation, à travers le développement de projets de recherche communs, l'échange d'expertises et de compétences, ainsi que l'accompagnement des étudiants et des chercheurs.

L'accord prévoit également l'organisation d'activités scientifiques et techniques d'intérêt commun, en vue de contribuer au renforcement du lien entre l'université et l'entreprise économique, à la valorisation des résultats de la recherche scientifique, et à la création d'une complémentarité entre le milieu académique et professionnel, permettant aux étudiants d'effectuer leurs stages de fin d'études au sein du groupe.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PEDRO SÁNCHEZ ATTENDU AUJOURD'HUI À ALGER

L'énergie et l'économie au cœur de la visite

Énergie, commerce, investissements et coopération régionale au cœur d'un rapprochement appelé à redynamiser les relations bilatérales entre l'Algérie et l'Espagne. Le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, est attendu, aujourd'hui à Alger, pour une visite officielle qui marque une nouvelle étape dans le réchauffement des relations entre l'Algérie et l'Espagne.

Par Réda Hadi

Après plusieurs mois de tensions diplomatiques consécutives au revirement de Madrid sur la question du Sahara occidental en 2022, les deux capitales affichent désormais leur volonté de reconstruire un partenariat fondé sur la confiance, les intérêts économiques communs et la stabilité régionale. Cette visite revêt une importance particulière dans un contexte international marqué par les bouleversements énergétiques et les recompositions géopolitiques en Méditerranée. Si le dossier du gaz constitue naturellement le principal point des discussions, les responsables des deux pays devraient également examiner les perspectives de coopération dans les domaines du commerce, des investissements, des infrastructures, de l'industrie, des énergies renouvelables et de la coordination politique sur les principaux dossiers régionaux. L'Espagne demeure l'un des principaux clients du gaz algérien.

Grâce notamment au gazoduc Medgaz reliant directement Beni Saf à Almería, l'Algérie occupe une place stratégique dans la sécurité énergétique espagnole. Face aux incertitudes pesant sur les marchés internationaux et à la réduction des importations européennes de gaz russe, Madrid souhaite renforcer davantage son partenariat énergétique avec Sonatrach. Selon plusieurs médias espagnols, le gouvernement de Pedro Sánchez ambitionne d'obtenir une augmentation d'environ 10 % des livraisons de gaz ainsi qu'un doublement des volumes de gaz naturel liquéfié (GNL). La présence au sein de la délégation espagnole de dirigeants de grandes entreprises énergétiques témoigne de l'importance accordée à ce volet. Outre des approvisionnements gaziers, Alger entend mettre en avant les nouvelles opportunités d'investissement qu'offre son économie. Les importantes réformes engagées ces dernières années, l'amélioration du climat des affaires, la nouvelle loi sur l'investissement ainsi que les nombreux projets structurants lancés dans les secteurs de l'industrie, des mines, de l'agriculture et des infrastructures constituent autant d'atouts susceptibles d'attirer davantage d'entreprises espagnoles. Les échanges devraient ainsi porter sur plusieurs secteurs considérés comme prioritaires : les travaux publics, les infrastructures portuaires et ferroviaires, la gestion des ressources hydriques, le dessalement de l'eau de mer, l'industrie agroalimentaire, la pêche, les technologies de l'eau, les matériaux de construction, ainsi que les énergies renouvelables et l'hydrogène vert, domaine dans lequel les deux pays disposent d'importants atouts complémentaires.

Le volet commercial occupera également une place importante dans les discussions.

L'Espagne figure traditionnellement parmi les premiers partenaires commerciaux de l'Algérie, aux côtés de l'Italie et de la Chine. Après avoir fortement reculé durant la crise diplomatique de 2022-2023, les échanges commerciaux connaissent une reprise progressive depuis la normalisation des relations. Les exportations algériennes vers l'Espagne restent largement dominées par les hydrocarbures, tandis que les entreprises espagnoles exportent principalement des équipements industriels, des machines, des produits métallurgiques, des biens d'équipement, des produits chimiques et des denrées alimentaires. Avant la crise diplomatique, le volume des échanges bilatéraux dépassait régulièrement les 8 à 10 milliards d'euros par an, faisant de l'Espagne l'un des principaux débouchés commerciaux de l'Algérie en Europe. La balance commerciale demeure largement excédentaire en faveur d'Alger grâce aux exportations d'hydrocarbures, qui représentent l'essentiel des ventes algériennes vers le marché espagnol. Les deux gouvernements souhaitent désormais retrouver, voire dépasser, les niveaux d'échanges d'avant 2022 en diversifiant davantage les flux commerciaux hors hydrocarbures.

Sur le plan politique, cette visite constitue également un test important pour la solidité du rapprochement engagé entre les deux pays. Les discussions devraient aborder les principaux dossiers méditerranéens, la coopération en matière de sécurité, la lutte contre le terrorisme, les migrations irrégulières ainsi que les crises au Sahel et en Libye. Les deux partenaires partagent un intérêt commun pour la stabilité de leur voisinage et pour le renforcement du dialogue euro-méditerranéen.

La question du Sahara occidental devrait également être évoquée, alors que Madrid prépare un projet de loi visant à faciliter l'accès à la nationalité espagnole pour certains Sahraouis nés avant 1977. Ce dossier est suivi avec attention par Alger, qui continue de défendre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination conformément aux résolutions des Nations unies. Enfin, cette visite pourrait déboucher sur plusieurs accords de coopération et préparer la tenue, avant la fin de l'année, d'une Réunion de haut niveau (RHN) entre les deux gouvernements, la première depuis 2018. Un tel rendez-vous permettrait de relancer durablement le dialogue politique, d'accélérer les projets économiques communs et de donner une nouvelle impulsion à un partenariat stratégique appelé à jouer un rôle majeur dans l'espace euro-méditerranéen.

SONELGAZ-DISTRIBUTION

Le Pôle d'Alger appelle à la rationalisation de la consommation

Le Pôle de distribution d'Alger, relevant de la Société algérienne de l'électricité et du gaz "Sonelgaz-Distribution", a appelé, dimanche dans un communiqué, ses clients à une consommation rationnelle de l'énergie électrique durant la vague de chaleur que connaît le pays, et ce en adoptant des écogestes "simples" susceptibles d'alléger la pression sur le réseau.

"Suite au bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie (ONM), qui prévoit la poursuite de la vague de chaleur jusqu'au mardi 21 juillet 2026, le Pôle de distribution d'Alger invite l'ensemble de ses clients, notamment les propriétaires de commerces et les opérateurs économiques, à faire preuve de responsabilité et de civisme et à contribuer à la rationalisation de la consommation d'énergie électrique, particulièrement durant la période de pointe s'étendant de 14h00 à 18h00", lit-on dans le communiqué. A cet effet, le Pôle de distribution appelle à adopter des écogestes simples, notamment l'extinction des éclairages non indispensables à l'intérieur des commerces, l'arrêt des enseignes et des panneaux publicitaires lumineux des magasins durant les heures de la journée, le réglage des climatiseurs sur une température de 25 C, celle-ci constituant la température optimale pour assurer le confort tout en économisant l'énergie, en sus de la fermeture des portes des commerces lors du fonctionnement des climatiseurs afin de préserver la fraîcheur et de limiter les déperditions d'énergie. Le respect de ces pratiques simples permettra de garantir la stabilité de l'approvisionnement en énergie électrique et de préserver la qualité du service au profit de tous, particulièrement durant les périodes de pointe marquées par une hausse exceptionnelle de la consommation, souligne la même source. Cela intervient "dans un contexte de forte hausse des températures enregistrée durant cette période, laquelle a entraîné une augmentation sans précédent de la demande en énergie électrique, provoquant certaines pannes sur le réseau basse tension dans quelques quartiers de la capitale", précise le Pôle de distribution, ajoutant que ses équipes techniques sont intervenues "avec efficacité et célérité", permettant ainsi la prise en charge de ces pannes et le rétablissement de la situation à la normale dans un délai très court.

APS

PARTENARIAT ALGÉRIE-ALLEMAGNE

De l'échange commercial au codéveloppement

Par Selma R.

La visite d'État du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Allemagne consacre une nouvelle vision de la coopération bilatérale entre Alger et Berlin. Les accords signés à cette occasion traduisent la volonté des deux pays de bâtir une relation fondée sur la complémentarité industrielle, l'innovation et la création de valeur. Cette nouvelle orientation rompt avec une approche centrée sur les échanges commerciaux traditionnels et ouvre la voie à un véritable modèle de codéveloppement, susceptible d'insérer durablement l'économie nationale dans les chaînes de valeur industrielles européennes tout en renforçant sa souveraineté économique. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte international marqué par la recomposition des chaînes de valeur mondiales. Les deux pays entendent ainsi bâtir un partenariat stratégique de nouvelle génération, dépassant la simple logique commerciale. Invité de la « Chaîne I » de la Radio nationale, l'expert en développement économique Abderrahmane Hadef a expliqué que « les crises successives, de la pandémie de Covid-19 au conflit russo-ukrainien, ont conduit les grandes économies européennes, notamment l'Allemagne, à rechercher des partenaires fiables et géographiquement proches afin de sécuriser leurs approvisionnements et de relocaliser une partie de leurs investissements ». Dans cette nouvelle configuration, l'Algérie ne se limite plus à son rôle traditionnel de fournisseur d'énergie. « Nous passons d'une relation basée sur l'achat et la vente à une relation fondée sur l'investissement et le développement commun », a-t-il souligné, estimant que Berlin considère désormais l'Algérie comme une plateforme stratégique reliant l'Europe au continent africain. Selon lui, cette évolution s'inscrit dans l'ambition de l'Algérie de devenir une économie émergente à l'horizon 2030, grâce au renforcement du contenu local, au développement d'une véritable base industrielle et au transfert des savoir-faire technologiques. Les accords conclus à Berlin ouvrent des perspectives dans plusieurs secteurs stratégiques. L'énergie figure au premier rang, notamment avec le développement de l'hydrogène vert. « L'Algérie participe aux études du Corridor Sud de l'hydrogène et dispose d'infrastructures lui permettant d'atteindre un taux d'intégration locale de 50 à 60 % d'ici cinq ans », a rappelé Abderrahmane Hadef, citant les partenariats entre Sonatrach et Bosch pour la fabrication locale d'électrolyseurs, ainsi que les projets liés au stockage de l'énergie et aux batteries. Le secteur minier constitue également un axe majeur de coopération. Face aux besoins européens en matières premières critiques et en terres rares, l'Algérie entend accélérer la transformation locale de ses ressources afin de produire des matériaux à plus forte valeur ajoutée. L'expert met également en avant le potentiel de la métallurgie et des matériaux de construction. « Le pays produit 41 millions de tonnes de ciment pour une consommation de 18 à 20 millions de tonnes, tandis que l'industrie des câbles électriques n'exploite qu'environ 30 % de ses capacités », a-t-il rappelé. La coopération devrait également s'étendre aux technologies de la santé, à l'industrie pharmaceutique et à l'économie numérique. Évoquant l'arrivée annoncée d'Opel, l'expert estime que ce projet traduit la nouvelle philosophie du partenariat. « Il ne s'agit plus de faire du simple montage, mais de bâtir une véritable industrie automobile intégrée », a-t-il déclaré, soulignant que la fabrication de moteurs en Algérie constitue un signal fort en faveur du transfert de technologie. Il reconnaît que la faiblesse actuelle du tissu de sous-traitance demeure un défi, mais estime qu'il peut être surmonté en un à deux ans grâce à des coentreprises entre PME algériennes et allemandes.

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Le gouverneur de la Banque d'Algérie reçoit l'ambassadeur de Slovénie

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohammed Lamine Lebbou, a reçu l'ambassadeur de Slovénie en Algérie, Dr. Kramberger Mendek, dans le cadre d'une rencontre consacrée au renforcement de la coopération économique et financière entre les deux pays.
Selon l'ambassade de Slovénie en Algérie, les échanges ont porté sur le fonctionnement du système bancaire algérien ainsi que sur le rôle de la Banque d'Algérie dans le soutien à l'économie nationale, au secteur des entreprises et au financement des activités économiques.
Les deux responsables ont également abordé les questions liées au commerce international et au cadre financier qui accompagne les échanges économiques entre l'Algérie et la Slovénie. Les discussions ont permis d'examiner les perspectives de développement des relations bilatérales et les moyens de favoriser un environnement propice aux investissements et aux échanges commerciaux.
À l'issue de cette rencontre, les deux parties ont exprimé leur volonté de poursuivre le dialogue et de consolider les liens économiques entre Alger et Ljubljana. Elles ont souligné l'importance de renforcer la coopération institutionnelle afin d'accompagner les entreprises des deux pays et d'encourager l'émergence de nouvelles opportunités de partenariat et de commerce bilatéral. Cette réunion s'inscrit dans la dynamique de diversification des relations économiques de l'Algérie avec ses partenaires européens, en mettant l'accent sur le développement des échanges commerciaux et le renforcement de la coopération financière.

R E.

AIR ALGÉRIE

Perturbations de vols dans plusieurs aéroports de l'Est du pays en raison des conditions météorologiques

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé, samedi dans un communiqué, des perturbations affectant son programme de vols dans plusieurs aéroports de l'Est du pays, en raison de conditions météorologiques défavorables.
"Air Algérie informe son aimable clientèle que les conditions météorologiques défavorables enregistrées au niveau de plusieurs aéroports de l'Est du pays ont entraîné des perturbations affectant le programme de certains vols au départ et à destination de ces aéroports", est-il indiqué dans le communiqué.
La compagnie a invité ses clients à contacter son Centre d'appels au 3302 pour toute information.

AVEC LA PARTICIPATION DE PLUS DE 30 JEUNES DE LA DIASPORA

Organisation de la 3e manifestation "72 heures d'entrepreneuriat"

La 3e édition de la manifestation "72 heures d'entrepreneuriat" a été organisée, samedi à Alger, avec la participation de plus de 30 jeunes de la diaspora et d'autres issus des différentes wilayas dans le but d'accompagner les porteurs de projets à concrétiser leurs idées sur le terrain.
Organisé par la caravane nationale, "Un jeune, une idée", la rencontre s'est déroulée en présence de représentants de départements ministériels, comme les ministères de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises et de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ainsi que des représentants de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) et de l'Algerian startup fund (ASF) et d'acteurs dans le domaine de l'entrepreneuriat et des affaires.
La manifestation de trois jours sera marquée par l'organisation de rencontres professionnelles, de tables rondes et d'ateliers dans le but de fournir toutes les explications nécessaires aux jeunes concernant les modalités de lancement des projets.
La première journée des travaux a porté sur plusieurs thèmes en rapport avec le domaine de l'entrepreneuriat, à l'instar du climat d'investissement en Algérie, des avantages offerts, des modalités de financement des projets économiques et d'investissement, ainsi que des mécanismes de lancement de start-up et micro-entreprises en Algérie au profit des jeunes.
La manifestation verra aussi l'organisation de sorties de terrain à l'accélérateur public "Algeria Venture" et aux projets concrétisés sur le terrain par les investisseurs et les porteurs d'idées de la diaspora.
La rencontre a été une occasion pour les organismes et les sociétés pour établir des partenariats et renforcer la culture d'innovation dans la gestion institutionnelle et ouvrir de nouvelles perspectives de coopération économique. Dans ce cadre, un accord de partenariat a été conclu entre la caravane nationale "un jeune, une idée" et la Confédération des industriels et des producteurs algériens (CIPA), dans le but de rapprocher les porteurs d'idées et les projets de la jeunesse des entreprises économiques industrielles et de trouver des solutions innovantes. A cette occasion, le président de l'initiative de la caravane nationale "un jeune, une idée", Anis Bentayeb, a affirmé que cette manifestation réaffirme que le "climat économique algérien et l'environnement d'investissement sont très encourageants et stimulent les jeunes porteurs de projets" relevant, au passage, "l'existence de véritables modèles concrets sur le terrain qui œuvrent au lancement de projets d'investissement et de projets prometteurs". Et de souligner l'importance de soutenir et d'accompagner les enfants de la diaspora et des jeunes de différentes wilayas du pays pour investir dans le pays et lancer leurs projets économiques. De son côté, le président par intérim de la CIPA, Saïd Renine, a mis en avant l'importance de cette manifestation qui contribue à la promotion de l'innovation dans les milieux des jeunes, soulignant que les sociétés sont disposées à soutenir toute idée au service de l'économie nationale.

R E.

« INSULIN ORIGINS »

De la découverte de l'insuline aux thérapies de demain, l'innovation au service des patients Algériens

Novo Nordisk Algérie, a organisé Vendredi 17 Juillet « Insulin Origins » un événement scientifique d'envergure, réunissant simultanément plus de 500 médecins à Annaba, Alger et Oran, autour d'un objectif commun : explorer l'héritage de l'insulinothérapie, partager les dernières avancées scientifiques et réaffirmer l'engagement de Novo Nordisk dans la recherche et développement, ainsi que dans l'amélioration de la prise en charge des personnes vivant avec le diabète.
Inscrit dans la continuité de la mission de Novo Nordisk, "Impulser le changement pour vaincre les maladies chroniques graves, en capitalisant sur notre expertise dans le diabète. ", l'événement a proposé un parcours scientifique et historique, retraçant plus d'un siècle d'innovation, depuis la découverte de l'insuline, jusqu'aux thérapies de nouvelle génération qui contribuent aujourd'hui, à transformer la vie des patients en Algérie et à travers le monde.
Plus d'un siècle d'innovation au service des personnes vivant avec le diabète : À travers le concept « Insulin Origins » Novo Nordisk Algérie a invité les participants à revenir sur les grandes étapes qui ont marqué l'histoire de l'insulinothérapie : «La découverte de l'insuline par Banting, Best, MacLeod et Collip en 1921 ; Les premières utilisations thérapeutiques ayant changé le pronostic du diabète ; les progrès successifs ayant conduit aux insulines modernes et analogues ; et les avancées scientifiques les plus récentes ouvrant la voie aux traitements de demain ».
L'événement s'est articulé autour de trois dimensions fondamentales qui continuent de guider Novo Nordisk en Algérie et dans le monde entier à savoir l'héritage, illustrant plus de 103 ans d'engagement au service des patients ; la qualité, une exigence constante, qui commence de la recherche et développement à la production, et jusqu'à la mise à disposition des traitements et l'avenir, porté par la volonté continue d'innover, afin de répondre aux besoins évolutifs des personnes vivant avec des maladies chroniques.

R E/Communiqué

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,12	-8,63	6,09	10,14	2000	690 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1405,00	0,36	0,38	0,05	9,04	5,54	47500	66 737 500,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,01	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	1,16	3,31	10,97	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,25	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,15	7,35	4,22	4,71	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juillet 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	92	103	81	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	79	94	64	الطماطم	
	Oignon sec	77	85	68	البصل الجاف	
	Ail sec	645	745	544	الثوم الجاف	
	Carotte	92	103	80	الجزر	
	Navet	204	228	180	اللفت	
	Poivron	121	136	107	الفلفل الاخضر	
	Piment	136	154	118	الفلفل الحار	
	Courgette	86	101	71	الكوسة	
	Haricot vert	207	231	184	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	126	140	112	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	522	657	388	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	508	639	376	التمر	
	Banane	617	645	589	الموز	
	Melon	99	115	84	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	58	70	46	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2010	2153	1868	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	330	343	316	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)	

CONTRIBUTION/GUERRE DU GOLFE ET DETROIT D'HORMUZ

Pourquoi le marché pétrolier demeure aussi volatile par rapport aux conflits précédents ?

Dans son essai ambitieux intitulé Le développementalisme, que nous avons découvert par hasard puis exploité par curiosité et fidélité envers les nouveautés, Khaled El Maymoun propose une feuille de route détaillée pour l'Algérie, visant à réduire la dépendance à la rente des hydrocarbures et à réaliser un saut industriel significatif sur la période 2025-2055. Ce document généreux par son volume (400 pages) et étoffé par son contenu, présente une stratégie chiffrée et opérationnelle sur 30 ans, inspirée des modèles de développement réussis en Asie de l'Est, la Corée du Sud, la Chine et le Vietnam.

Par Abdelmadjid Attar,
Expert en Energie, Ancien ministre

Le retour de la guerre ouverte avec des frappes américaines sur les infrastructures iraniennes, et des représailles iraniennes sur les installations énergétiques des pays du Golfe ou encore tout ce qui bouge au niveau du détroit d'Hormuz, replace le marché pétrolier dans une situation de forte incertitude. Pourtant, contrairement aux crises précédentes, les prix du pétrole ne réagissent plus uniquement à la perte potentielle de production, mais surtout au risque pesant sur les routes maritimes qui assurent l'approvisionnement mondial.

PERIODES ET CAUSES DES PRINCIPAUX PICS ENREGISTRES

Période	Prix du Brent ($ / Baril)	Prix du gaz TTF ($ / MMBtu)	Observations
Janvier 2022	88	30	Début des tensions sur les marchés européens.
Mars 2022	129	76	Invasion de l'Ukraine, choc sur les marchés énergétiques mondiaux.
Aout 2022	100	114	Forte réduction des livraisons russes via Nord Stream, crainte de pénurie en Europe.
Octobre 2023	95	17	Conflit Israël–Hamas et tensions au Moyen-Orient ; effet modéré sur le gaz grâce aux stocks européens élevés.
Février 2024	83	9	Reflux des prix grâce à la diversification des approvisionnements et à un niveau élevé des stocks européens.
Décembre 2024	74	15	Hausse saisonnière hivernale
Juillet 2025	79	12	Marchés plus équilibrés, avec une volatilité liée aux tensions géopolitiques, aux conditions climatiques et aux décisions de l'OPEP+.
Juillet 2026	70 - 80	11	Marché stabilisé malgré les incertitudes géopolitiques.

Une évolution atypique des marchés depuis 2022

En 2022, lors du déclenchement de la guerre russo-ukrainienne, les marchés avaient immédiatement intégré le risque de sanctions contre la Russie, premier exportateur mondial d'hydrocarbures. Le Brent avait alors dépassé les 120 dollars le baril, avant de retomber progressivement grâce à la réorientation des flux commerciaux, à la mobilisation des réserves stratégiques et au ralentissement de la demande mondiale.

La crise actuelle suit une trajectoire différente. Dès les premières tensions dans le Golfe, les marchés avaient anticipé une possible fermeture du détroit d'Hormuz, véritable artère énergétique de la planète par laquelle transite près de 20 % du pétrole mondial et près d'un quart des échanges mondiaux de gaz naturel liquéfié (GNL). Les prix ont immédiatement réagi : le Brent est passé d'environ 72 dollars le baril avant le déclenchement des hostilités à plus de 90 dollars, avec des pointes proches de 100 dollars lors des épisodes les plus critiques. Les prix du gaz naturel liquéfié en Asie et en Europe ont également fortement progressé sous l'effet des craintes sur les exportations qataries. Toutefois, cette flambée est restée moins spectaculaire que celle observée en 2022 après l'invasion de l'Ukraine, lorsque le Brent avait dépassé 130 dollars le baril et que les prix européens du gaz avaient atteint des niveaux historiques. Cette différence s'explique par plusieurs facteurs :

- Une croissance mondiale aujourd'hui plus faible, notamment en Chine,
- Une demande pétrolière moins dynamique qu'en 2022,
- Des stocks stratégiques plus élevés dans les pays consommateurs,
- Une diversification des approvisionnements engagée depuis la guerre russo-ukrainienne
- Et, surtout, le fait que les marchés continuent de considérer qu'une fermeture totale et durable du détroit d'Hormuz demeure un risque possible mais non encore avéré.

En d'autres termes, les prix intègrent aujourd'hui une prime de risque géopolitique liée à une éventuelle paralysie sinon un surcout des chaînes logistiques mondiales, plus qu'une baisse de l'offre pétrolière ou gazière. Ces craintes ont récemment été atténuées par l'ouverture de négociations entre Washington et Téhéran, laissant espérer une désescalade, mais leur échec suivi de la reprise des frappes des deux côtés sur l'ensemble des pays du Golfe, a replacé le risque géopolitique au centre des préoccupations.

Deux passages maritimes concentrent désormais toutes les inquiétudes.

Le premier est le détroit d'Hormuz, indispensable aux exportations de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, du Koweït, du Qatar, de l'Irak et de l'Iran. Le second est le détroit de Bab el-Mandeb, à l'entrée de la mer Rouge, que les Houthis pourraient perturber, entrainant un impact sérieux sur toute la liaison entre l'Asie, le canal de Suez et l'Europe, obligeant les navires à contourner l'Afrique avec des délais et des coûts de transport plus importants.

Les conséquences seraient particulièrement lourdes pour l'Asie, dont la Chine, premier importateur mondial de pétrole, voit déjà ses achats reculer sous l'effet des difficultés d'approvisionnement et du ralentissement de son économie. Une fermeture prolongée d'Hormuz fragiliserait davantage sa sécurité énergétique, même si Pékin dispose de réserves stratégiques importantes. L'Inde, le Pakistan, le Japon et la Corée du Sud, très dépendants des hydrocarbures du Golfe, seraient encore plus exposés.

L'Europe apparaît aujourd'hui mieux préparée qu'en 2022 grâce à la diversification de ses approvisionnements après la rupture avec la Russie. Toutefois, une perturbation durable des routes maritimes ferait inévitablement grimper les prix du pétrole, du gaz et du transport maritime, avec un impact important en matière d'inflation et de compétitivité de l'industrie européenne.

Trois scénarios peuvent désormais être envisagés :

- Le premier est celui d'une reprise des négociations, permettant une réouverture rapide d'Hormuz et un retour progressif à la normale.
- Le deuxième, considéré comme le plus probable, est celui d'une guerre d'usure maritime où les attaques ponctuelles maintiendraient une forte prime de risque sur les marchés sans interrompre totalement les exportations.
- Le scénario le plus critique serait une fermeture durable d'Hormuz, combinée à des perturbations à Bab el-Mandeb. Cette hypothèse provoquerait un véritable choc énergétique mondial, avec une forte hausse des prix, une inflation renouvelée et un ralentissement de la croissance mondiale.

La volatilité actuelle du marché pétrolier ne s'explique donc plus uniquement par les volumes produits, mais par la vulnérabilité des routes d'approvisionnement. Plus que jamais, la géographie des détroits est devenue le principal déterminant de la sécurité énergétique mondiale. A priori les USA, très probablement sous la pression d'Israël, se sont engagés dans un conflit dont les conséquences en cours en matière de contrôle des productions d'hydrocarbures et des marchés, n'étaient pas prévus, ce qui explique les retournements de position, et aura certainement un impact géopolitique très important à l'échelle mondiale.

LE GROUPE SIGNE DEUX PROTOCOLES D'ACCORD AVEC SIEMENS ENERGY ET BOSCH

SONATRACH accélère sa transition énergétique

En marge de la visite officielle du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en République fédérale d'Allemagne, SONATRACH a marqué une nouvelle étape dans le renforcement de ses partenariats internationaux en signant deux protocoles d'accord avec les groupes allemands Siemens Energy Global GmbH & Co. KG et Robert Bosch (Pty) Ltd. Ces accords traduisent la volonté de l'entreprise nationale de consolider sa stratégie de modernisation industrielle et d'accompagner la transition énergétique à travers le développement de technologies innovantes et de solutions durables.

Le premier protocole d'accord, conclu avec Siemens Energy, vise à identifier les opportunités de coopération dans plusieurs domaines stratégiques, notamment la maintenance et la réparation des équipements industriels, la formation, les solutions de compression ainsi que le développement de projets liés à l'hydrogène vert.

Dans le cadre de ce partenariat, les experts des deux entreprises travailleront conjointement à l'élaboration de solutions technologiques destinées à améliorer les performances des installations industrielles de SONATRACH. La coopération portera également sur la digitalisation des opérations, le développement de la maintenance prédictive, ainsi que la promotion des chaînes de valeur locales de l'acier vert et de l'ammoniac vert. Le transfert de savoir-faire et le renforcement des compétences, à travers des programmes de formation technique et managériale, constituent également un axe majeur de cette collaboration.

Leader mondial des technologies de l'énergie, Siemens Energy intervient dans les domaines de la production et du transport de l'électricité, de la décarbonation industrielle et de la transformation énergétique. L'entreprise accompagne la transition vers des systèmes énergétiques bas carbone grâce à des solutions innovantes, fiables et durables.

Le second protocole d'accord, signé avec Robert Bosch (Pty) Ltd, est consacré au développement de la filière de l'hydrogène vert en Algérie. Les deux partenaires exploreront les opportunités de coopération portant notamment sur la fabrication d'électrolyseurs, la production d'hydrogène vert ainsi que les technologies associées.

Cet accord prévoit également un échange d'expertise et de connaissances techniques afin de favoriser l'émergence d'un écosystème national capable d'accompagner les ambitions de l'Algérie dans le domaine des énergies propres. Acteur mondial de premier plan dans les technologies et les services, Bosch est également reconnu pour son engagement dans le développement de l'hydrogène vert, en couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis les technologies de production jusqu'aux solutions industrielles. À travers ces deux accords, SONATRACH confirme sa volonté de renforcer ses partenariats avec les leaders internationaux de l'énergie et des technologies industrielles. Ils s'inscrivent dans la stratégie nationale visant à accélérer la diversification énergétique, à promouvoir une industrie à faible empreinte carbone et à faire de l'Algérie un acteur de référence dans le développement de l'hydrogène vert et des industries du futur.

Synthèse R E.

TÉBESSA

Mise en service de 3 centres de proximité de stockage de céréales

La wilaya de Tébessa a enregistré dernièrement la mise en service de trois nouveaux centres de proximité de stockage de céréales, à-on appris samedi auprès du chef de service de production agricole et d'appui technique de la direction des services agricoles.
M. Aymène Mahfoudi a précisé que « ces trois structures qui totalisent une capacité de stockage de 150.000 quintaux ont été mises en service au cours de l'actuelle campagne de moisson battage 2025/2026 dans les communes de Chréa, El Ogla et Bir Dheb », soulignant que les travaux se poursuivaient à rythme accéléré pour parachever la réalisation de cinq structures similaires.
Selon la même source, ces centres ont augmenté la capacité globale de stockage de céréales dans la wilaya de Tébessa à plus d'un million de quintaux permettant d'accueillir et de stocker en toute aisance la production des deux variétés de blé dur et tendre et d'orge avec la possibilité de recevoir la production des wilayas voisines en cas de besoin.
Une production prévisionnelle de plus de 613.000 quintaux des diverses variétés de céréales, est attendue dans cette wilaya précisant que la campagne de moisson battage a été terminée dans la partie Sud de la wilaya mais, elle se poursuit encore dans de bonnes conditions d'organisation et techniques dans sa partie Nord.
Le matériel nécessaire dont les moissonneuses batteuses, les camions et les sacs a été mobilisé pour garantir le bon déroulement de cette campagne, a confirmé le même responsable.
Agence

M'SILA

150 foyers raccordés au réseau de gaz naturel dans la commune d'Ouled Addi Guebala

La commune d'Ouled Addi Guebala (wilaya de M'sila) a connu dernièrement le raccordement de 150 foyers au réseau du gaz naturel, à-on informé samedi auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.
Le chargé de communication de cette direction, Adel Negaz, a précisé que cette opération a touché 150 foyers du village Djelaïl dépendant de cette commune pour un coût financier de plus de 44 millions DA mobilisés pour la réalisation d'un réseau de 15 km de canalisations.
La même source a relevé qu'un autre projet a été inscrit pour le raccordement de 300 foyers , mobilisant un montant dépassant 105 millions DA puisé du budget de wilaya réparti sur deux opérations dans les communes de Souamaâ (150 foyers) et Ouled Addi Guebala (150 foyers) nécessitant la réalisation d'un réseau de 37,5 km de longueur linéaire.
Ces projets visent, selon la même source, à contribuer à la concrétisation des programmes de l'État d'amélioration du cadre de vie du citoyen et d'élever le taux de couverture et de raccordement au réseau d'approvisionnement en gaz naturel.

R E.

BÉNI ABBÈS

Installation de la colonne mobile de lutte contre les feux de forêts et les incendies de récoltes agricoles

La colonne mobile de lutte contre les feux de forêts, les incendies de récoltes agricoles et les feux dans les oasis a été installée au niveau de l'unité principale de la Protection civile de Béni Abbès, sous la supervision du directeur de wilaya de la Protection civile, le commandant Fadlaoui Abdennebi, at-on informé, samedi, auprès de ce corps constitué.

Le chargé de la communication de la Protection civile, Benahmed Djamel, a précisé que la mise en place de cette colonne s'inscrit dans le cadre du renforcement de la préparation opérationnelle et de la capacité d'intervention rapide pour faire face aux feux de forêts, aux incendies de récoltes agricoles et des palmeraies dans la wilaya, notamment dans la région de la Saoura.
Il a indiqué que cette colonne mobile a été dotée, au titre de la présente saison, de camions-citernes d'intervention tout-terrain dédiés à la lutte contre les feux de forêts, de citernes d'approvisionnement en eau, d'un camion de transport de matériel, ainsi que d'une ambulance, d'un autobus pour le transport des agents, d'équipements individuels de lutte contre les incendies et de moyens modernes de radiocommunication assurant une coordination permanente entre les équipes de terrain et le centre de coordination opérationnelle. Ce dispositif permettra des interventions à tout moment et dans les meilleures conditions d'efficacité. Le même responsable a ajouté que cette colonne est composée d'officiers, de sous-officiers et d'agents qualifiés et spécialement formés à la lutte contre les feux de forêts, les incendies de récoltes agricoles et les feux à l'intérieur des oasis. Les effectifs sont déterminés en fonction du plan de déploiement opérationnel et des besoins sur le terrain.
Par ailleurs, la Direction de la Protection civile a appelé les citoyens à signaler immédiatement tout départ de feu ou toute émanation de fumée en composant le numéro vert 1021 ou le numéro de secours 14, tout en fournissant des informations précises sur le lieu et la nature du sinistre, afin de permettre aux équipes d'intervenir dans les meilleurs délais et de limiter la propagation des flammes.

APS

CONSTANTINE

Plus de 77 millions Da pour l'aménagement du service de médecine légale du CHU Dr Benbadis

Le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr Benbadis de Constantine a été affecté à une opération d'aménagement du service de médecine légale, pour un budget de plus de 77 millions DA, à-on avisé samedi auprès des services de la wilaya. S'inscrivant dans le cadre de l'amélioration des infrastructures de santé et du renforcement des conditions de prise en charge au sein de cet établissement hospitalier, l'opération sera lancée "très prochainement", a souligné la cellule de communication de wilaya. La réalisation de cette opération a déjà été attribuée selon la même source qui a indiqué qu'il s'agit là de l'aménagement d'une structure stratégique, appelé à offrir un cadre de travail plus adapté aux exigences de cette spécialité.
Le délai de réalisation de l'opération a été fixé à six (6) mois, permettant ainsi une exécution des travaux dans un calendrier déterminé, a ajouté la même source. L'opération intervient au titre de la dynamique de modernisation des infrastructures hospitalières du CHU de Constantine, en vue d'améliorer les prestations de santé et de répondre aux besoins croissants des usagers de ce service à-on conclu.

APS

BÉCHAR

L'EPH d'Abadla se renforce par de nouveaux médecins spécialistes

L'Etablissement public hospitalier (EPH) Martyr Becheri Belkacem d'Abadla a été renforcé par l'affectation de trois nouveaux médecins spécialistes, dans le cadre des efforts visant à améliorer la prise en charge des patients de cette collectivité située à 88 km au sud de Bechar, at-on appris, samedi, auprès de la direction de cet établissement.
Le directeur de l'EPH, Bensaïd Rachid, a précisé que cette opération s'inscrit également dans le cadre du plan de gestion des ressources humaines pour l'année 2026.
Elle vise à répondre aux besoins de la population en matière de spécialités médicales essentielles, notamment la gynécologie-obstétrique, la pneumologie et l'anesthésie-réanimation, at-il expliqué.
Selon le même responsable, ce renforcement permettra d'améliorer la qualité et la performance de la prise en charge des patients par les services médicaux spécialisés de l'établissement.
Il contribuera également à rapprocher davantage les consultations et les soins spécialisés des habitants de cette collectivité, notamment les déplacements vers d'autres structures de santé.
Par ailleurs, cette collectivité attend, avant la fin de l'année 2026, la réception et l'inauguration d'un nouvel hôpital d'une capacité de 120 lits. Les travaux d'équipement de cette infrastructure se dérouleront à un rythme jugé satisfaisant, selon les services de la wilaya.
La mise en service prochaine de ce nouvel établissement hospitalier apportera un renforcement significatif des capacités de prise en charge sanitaire de la daïra d'Abadla, ainsi que des communes qui lui sont rattachées, notamment Mechraâ Houari-Boumediene et Erg Ferradj, a-t-on souligné.

R E.

La nouvelle barre de recherche de Google, alimentée par l'IA, menace de bouleverser le journalisme

Le journalisme indépendant a besoin d'une bouée de sauvetage pour survivre, alors que Google incite les lecteurs à se tourner vers des résumés générés par l'IA au lieu de liens vers des articles de journalistes.

2e partie

Par Negin Owliaei, Maya Schenwar, Ziggy West Jeffery

Un problème majeur : plusieurs des livres figurant sur la liste n'existaient pas réellement. Certains médias vont jusqu'à créer des « auteurs » générés par l'IA, avec de faux noms et de fausses photos, pour rédiger leurs articles générés par l'IA. Et dans un cas notable, une initiative d'actualités basée sur l'IA, destinée à fournir davantage d'informations dans des zones où l'accès aux actualités locales est limité, a été abandonnée après avoir plagié à plusieurs reprises les journalistes locaux qui effectuaient réellement ce travail.

L'ironie, c'est que la désinformation et les fausses nouvelles générés par l'IA rendent le rôle des journalistes plus indispensable que jamais. Par exemple, au plus fort de la guerre contre l'Iran, nous avons vu des fausses informations générées par l'IA semer le chaos dans le domaine de l'information publique. Et il n'est guère surprenant que Grok, le robot conversationnel IA d'Elon Musk surtout connu pour ses propos racistes et la diffusion de contenus pédopornographiques, ait propagé davantage d'inexactitudes lorsque des utilisateurs l'ont sollicité pour vérifier des faits. À l'heure actuelle, ceux d'entre nous qui sommes de vrais journalistes humains, seront nous encore en mesure de faire barrage aux erreurs introduites par l'IA, que se passera-t-il lorsque nous ne serons plus là ?

Ces inexactitudes sont peut-être l'une des raisons pour lesquelles les gens hésitent, au départ, à s'informer via des robots conversationnels basés sur l'IA. Ne vous y trompez pas : ces changements sont imposés à un public réticent. Moins de 1 % des Américains déclarent préférer s'informer via des robots conversationnels plutôt que par d'autres sources d'information, selon une récente enquête du Pew Research Center. Parmi les personnes qui utilisent effectivement des robots conversationnels pour s'informer, environ un tiers d'entre elles affirment avoir du mal à déterminer ce qui est réellement vrai, et près de la moitié déclarent voir dans les informations fournies par ces robots des éléments qu'elles jugent inexacts.

Ils ont raison d'être sceptiques. Une étude récente menée par la société de recherche en Forum IA a révélé que les réponses fournies par les meilleurs robots conversationnels de l'IA à des questions sur les élections étaient truffées d'erreurs ; plus d'un tiers des réponses comportaient des inexactitudes factuelles d'une sorte ou d'une autre. Souvent, ces erreurs semblaient incroyablement précises, selon l'étude, ce qui conférait un air de confiance injustifié à des inexactitudes factuelles. Ces robots conversationnels s'appuyaient également régulièrement sur des sources commerciales dans leurs résumés, allant même jusqu'à utiliser des sites web comme celui du détaillant d'armes à feu Ammo.com pour répondre à des questions sur le contrôle des armes à feu, ont découvert les chercheurs.

Les médias de référence ont mis en place des procédures pour publier des rectificatifs et des précisions. Les publications comme la nôtre disposent de procédures et de canaux permettant de proposer ces rectificatifs et de recueillir des commentaires. À qui un lecteur peut-il demander des comptes si un résumé généré par l'IA de Google est erroné ? Compte tenu du risque d'erreurs factuelles, cette absence de responsabilité a des implications terrifiantes.

À un niveau plus profond, l'hyperindividualisation des robots conversationnels soulève également des questions inquiétantes quant à la fragmentation croissante de notre perception commune de la réalité. Depuis des années, les critiques des médias tirent la sonnette d'alarme sur la manière dont les réseaux sociaux ont contribué à propager les fausses informations beaucoup plus loin et à une vitesse bien plus grande. De plus, les géants de la tech, conscients que leurs résultats financiers dépendent de la capacité à retenir les utilisateurs sur leurs plateformes le plus longtemps possible, ont conçu des algorithmes qui nous fournissent des informations aussi addictives que possible en nous enfermant dans des chambres d'écho.

Aujourd'hui, l'IA pourrait nous isoler encore davantage. Étude après étude, il a été démontré que les robots conversationnels basés sur l'IA sont flagorneurs, couvrant les utilisateurs d'éloges excessifs et leur disant ce qu'ils veulent entendre. Et le moment choisi (à l'approche d'une élection cruciale, à un moment où la confiance dans les médias est au plus bas et à une époque où l'avenir même du journalisme est menacé) ne pourrait être pire.

Une menace existentielle pour le journalisme

À mesure que les changements apportés à la recherche Google feront sentir leurs effets, nous assisterons très probablement à une nouvelle vague de mesures d'économie dans les rédactions d'existence ancienne. Ces mesures comprendront probablement des licenciements massifs et des réductions d'effectifs, des stratégies de génération de revenus plus agressives, des fusions, des regroupements et des fermetures. Il sera plus difficile pour les sites d'information existants de continuer à publier, et il sera pratiquement impossible pour les nouvelles rédactions d'atteindre une audience suffisamment large pour devenir financièrement viables.

Les organisations telles que Truthout [ou Élucid, ou d'autres] (celles qui dépendent du renforcement de leur communauté et de l'élargissement de leur audience pour poursuivre leur action) seront parmi les plus touchées.

Depuis 25 ans, Truthout survit grâce à la publication d'articles d'investigation et d'analyses percutants, à la diffusion d'éditions complètes 365 jours par an et à la constitution d'une communauté de lecteurs qui nous soutiennent par de modestes dons, fruits de leur dur labeur.

(A suivre)

(*) Negin Owliaei est rédactrice en chef de Truthout. Journaliste primée, elle a auparavant travaillé pour « The Take », le podcast d'actualité quotidien phare d'Al Jazeera.

(*) Maya Schenwar est directrice du Centre Truthout pour le journalisme citoyen. Elle est également présidente du conseil d'administration de Truthout.

(*) Ziggy West Jeffery est directeur général de Truthout et coprésident du conseil d'administration de The Real News Network. Il est un fervent défenseur des médias indépendants et de la justice sociale. Vous pouvez le suivre sur Bluesky.

Source: Truthout, publié le 09/06/2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

TUNISIE

Les grandes surfaces entre résistance et révolution du commerce en ligne

En Tunisie, les hypermarchés et supermarchés qui ont façonné les habitudes de consommation depuis les années 1990 affrontent un adversaire inédit : une économie numérique qui progresse trois fois plus vite qu'eux.
Entre pouvoir d'achat comprimé, marché parallèle persistant et essor fulgurant des plateformes en ligne, la grande distribution tunisienne se trouve à un carrefour stratégique. Comparaison avec la France et le Maroc à l'appui, plongée dans les chiffres d'une mutation commerciale encore balbutiante mais déjà irréversible.

Un secteur historique

La grande distribution tunisienne s'est construite en plusieurs vagues successives. D'abord le Magasin Général, pionnier des années 1960, puis Monoprix dans les années 1970, suivis par la multiplication des enseignes locales à la fin des années 1990, avant l'arrivée des hypermarchés multinationaux avec l'implantation de Carrefour en 2001, puis Géant en 2005. Une quatrième vague, plus récente, a vu naître le format du hard discount avec l'enseigne Aziza, née en 2014 et devenue depuis le réseau le plus étendu du pays avec plus de 350 points de vente.
Aujourd'hui, le paysage compte environ 900 points de vente pour les grandes enseignes, dont une centaine d'hypermarchés et supermarchés Carrefour, une centaine de Magasin Général, une centaine de Monoprix et Géant, et plusieurs centaines d'Aziza. Ce maillage reste toutefois modeste comparé aux quelque 290 000 mille petits commerces et épiceries de proximité qui continuent de capter l'essentiel des achats quotidiens des ménages tunisiens, en particulier hors du Grand Tunis. La grande distribution moderne ne pèserait ainsi qu'environ un cinquième à un quart du commerce de détail national, un niveau largement inférieur à celui observé en Europe.
Le secteur affiche pourtant des chiffres d'affaires respectables, de l'ordre de 650 millions de dinars pour le groupe Monoprix et plus d'un milliard de dinars pour Magasin Général en 2022. Mais la rentabilité réelle reste fragile : les marges sont comprimées par la concurrence des prix, la pression du marché parallèle et une structure de coûts alourdie par l'inflation des dernières années. Ce contexte de vulnérabilité financière rend la menace numérique d'autant plus sensible.

R I.

LIBYE

A Syrte la NOC remplace le fioul par le gaz naturel dans sa centrale électrique

La Libye cherche à utiliser davantage son propre gaz naturel pour produire de l'électricité plutôt que d'importer des carburants coûteux. Un chantier complexe dont Syrte constitue une nouvelle étape.

Par Rédaction Internationale

En Libye, la centrale électrique à vapeur de Syrte va abandonner le fioul pour fonctionner au gaz naturel. Dimanche 12 juillet, la National Oil Corporation (NOC) a annoncé que sa filiale Sirte Oil Production and Manufacturing Company, avait réussi les premiers tests de raccordement de l'installation au réseau gazier national.
La NOC précise que les tests restants devraient être finalisés rapidement et que les premières livraisons de gaz, dont les volumes n'ont pas été précisés, démarreront dans les prochains jours.
Avec une capacité d'au moins 700 mégawatts (MW), selon Global Energy Monitor, soit l'équivalent de l'alimentation de plusieurs centaines de milliers de foyers, la centrale à vapeur de Syrte est l'une des plus grandes installations électriques du pays. Plusieurs de ses unités ne fonctionnent pas actuellement à pleine puissance, en partie à cause des difficultés d'approvisionnement en carburant.
Le fioul pèse sur les finances publiques libyennes. En 2024, la facture totale des subventions énergétiques a atteint 17 milliards de dollars, soit un tiers des recettes publiques, selon un rapport du FMI publié en juillet 2025.
La seule production d'électricité avait coûté 4,4 milliards de dollars en 2023, d'après la General Electricity Company of Libya, une charge alimentée en partie par les centrales qui fonctionnent encore aux carburants liquides importés. Le gaz naturel assure déjà environ 70 % de la production d'électricité du pays, toujours selon Pipeline Technology Journal.

Des réserves abondantes encore peu valorisées

La Libye dispose de réserves estimées à 80 trillions de pieds cubes de gaz naturel, selon des déclarations de Masoud Suleiman citées par Libya Herald, des ressources significatives qui restent encore largement sous-exploitées.
En parallèle, la NOC a réduit en 2025 le volume de gaz brûlé à la torche de plus de 100 millions de pieds cubes, et vise une réduction de 180 millions de pieds cubes supplémentaires d'ici la fin de 2026, indique un communiqué officiel de la NOC publié au début du mois. En raccordant ses centrales électriques au réseau gazier, le pays réduit simultanément le gaspillage de sa ressource et sa dépendance aux carburants liquides importés.

FRANCE–ARABIE SAOUDITE

Un siècle de relations diplomatiques, un partenariat stratégique tourné vers l'avenir

Le centenaire des relations diplomatiques entre la France et l'Arabie saoudite marque une nouvelle étape dans le renforcement d'un partenariat stratégique couvrant des domaines variés, de la culture à l'intelligence artificielle Paris et Riyad affichent des convergences sur plusieurs enjeux régionaux majeurs, notamment la sécurité, la stabilité du Golfe et la recherche de solutions diplomatiques À l'occasion de la fête nationale française du 14 juillet, l'ambassadeur de France en Arabie saoudite, Patrick Maisonnave, a souligné la solidité et la dynamique des relations entre Paris
et Riyad lors d'un entretien avec Arab News en français, alors que les deux pays célèbrent en 2026 le centenaire de leurs relations diplomatiques.
Il rappelle que cette année marque le centenaire de la reconnaissance par la France de la souveraineté du roi Abdelaziz sur les territoires du Nejd et du Hedjaz.
Un anniversaire qui illustre, à ses yeux, une relation « ancienne, solide et tournée vers l'avenir », portée aujourd'hui par un dialogue politique régulier entre le président Emmanuel Macron et le prince héritier Mohammed ben Salmane.
L'ambassadeur estime que la visite d'État du président français en Arabie saoudite, en décembre 2024, a constitué une étape majeure dans la consolidation du partenariat stratégique global entre les deux pays.
Il souligne que les prochaines échéances politiques devraient permettre de donner davantage de contenu et d'ambition à cette relation.

Agence

EGYPTE

Le Caire prépare sa première étude de faisabilité sur les carburants d'aviation durables

Entre impératifs climatiques et enjeux de souveraineté énergétique, le développement des carburants d'aviation durables devient un nouveau terrain de compétition pour les États souhaitant capter une part de cette industrie en pleine émergence.
L'Egypte a lancé la phase préparatoire de sa première étude de faisabilité nationale consacrée à la production et à l'utilisation de carburants d'aviation durables (SAF).
Dans ce cadre, le ministère de l'Aviation civile a récemment organisé un atelier destiné à définir les contours de l'étude, qui doit poser les bases scientifiques, techniques et économiques d'une future filière nationale.
Selon le ministère, ladite étude servira à élaborer une feuille de route conforme aux normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Elle devra également permettre d'évaluer le potentiel du pays, d'identifier les ressources mobilisables, et d'attirer des investisseurs en vue de développer une industrie capable de répondre à la demande des marchés égyptien, régional et international.
Cette initiative survient alors que l'approvisionnement en SAF demeure l'un des principaux défis de la décarbonation du transport aérien. Si le secteur s'est engagé à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, les capacités de production restent encore largement insuffisantes. Selon l'Association internationale du transport aérien (IATA), la production mondiale de SAF devrait ainsi atteindre environ 2,4 millions de tonnes en 2026, soit à peine 0,8 % de la consommation totale de carburant dans l'aviation.
Le coût du SAF reste par ailleurs deux à cinq fois supérieur à celui du kérosène conventionnel, un différentiel que les compagnies aériennes peinent à absorber, dans un contexte de marges limitées et de forte volatilité des prix de l'énergie. Au-delà du coût, le développement de la filière se heurte par ailleurs à un manque de projets effectivement opérationnels. Sur les 165 projets de production de SAF annoncés dans le monde au cours de la dernière décennie, seuls 36 auraient atteint le stade de la production. Les autres ont été reportés, abandonnés, ou restent à différents stades de développement.
Pour le ministre égyptien de l'Aviation civile, cette étude constitue une étape stratégique vers la création d'une industrie nationale du SAF. Elle devrait contribuer à diversifier les sources d'énergie du transport aérien, à renforcer la compétitivité de l'économie nationale, et à soutenir les engagements du pays en matière de réduction des émissions carbone, en cohérence avec l'objectif de neutralité carbone fixé par l'OACI pour l'aviation internationale à l'horizon 2050.
Cette démarche s'inscrit également dans la Vision Egypte 2030, qui fait de la transition énergétique un axe prioritaire du développement des infrastructures de l'aviation civile, et de la modernisation du secteur. Le pays des pharaons devra toutefois relever plusieurs défis pour transformer cette ambition en une véritable filière industrielle. Outre les besoins en financements, en technologies et en sécurisation des matières premières, il devra composer avec une concurrence régionale de plus en plus marquée.
Des Etats comme l'Afrique du Sud, le Maroc, le Kenya ou encore le Nigeria, multiplient eux aussi les initiatives pour attirer les investissements et se positionner parmi les pionniers africains de la production de carburants d'aviation durables.

Agence

AFRIQUE

779 start-up Climate Tech ont levé 6,35 milliards $ entre 2016 et 2025

Les investisseurs locaux et étrangers injectent de plus en plus de fonds dans les start-up africaines déployant des solutions innovantes dans la lutte contre le réchauffement climatique. Cette effervescence demeure cependant très concentrée sur les segments de l'énergie et de la mobilité, et dans une poignée de pays.

Synthèse Rédaction Internationale

Les start-up africaines opérant dans le domaine des technologies climatiques (climate Tech) ont levé 6,35 milliards USD entre 2016 et 2025, mais ces financements restent concentrés sur un nombre restreint de jeunes pousses, de pôles d'activité et de pays, selon un rapport publié le mardi 30 juin par le cabinet de recherche Briter (anciennement Briter Bridges).

Intitulé « The State of ClimateTech in Africa 2.0: Moving Beyond the Headline Numbers », le rapport précise que ce secteur a ainsi représenté environ 22 % du montant total des financements collectés par les diverses catégories de start-up opérant sur le continent, notamment grâce à la forte croissance enregistrée au cours des dernières années. La part du secteur dans les financements annuels est passée de 13 % en 2016 à près de 40 % en 2025.

Cette progression s'est accompagnée d'une augmentation rapide du nombre des climate tech ayant réussi à séduire les investisseurs.

Les levées de fonds sont passées de 206 millions USD répartis sur 28 start-up en 2016 à plus de 1,5 milliard USD répartis sur 223 pépites en 2025. Le nombre total de start-up climate tech africaines qui ont réussi à lever des fonds durant la dernière décennie s'est ainsi établi à 779. En 2025, la Climate Tech a représenté près de 40 % de l'ensemble des financements en capital-risque divulgués en Afrique, dépassant ainsi la Fintech et confirmant sa transition d'une catégorie thématique émergente à un élément central de l'écosystème africain du capital-risque.

La ventilation des levées de fonds par segment d'activité montre que le financement de la Climate Tech reste concentré sur un petit nombre de pôles d'activité, alors même que l'écosystème s'est considérablement élargi en termes de portée.

Le segment de l'énergie représente environ 65 % du total des financements de la Climate Tech entre 2019 et 2025. La mobilité & les transports s'est imposé comme le deuxième segment d'activité le mieux financé, avec environ 11 % des levées de fonds de l'ensemble des climate tech.

Au-delà de ces deux pôles d'activité, les capitaux sont répartis entre une longue série de segments, qui ne représentent qu'une part relativement modeste du total des levées de fonds.

Vingt entités accaparent 60 % du total des fonds levés

Les financements restent également concentrés sur un petit nombre de start-up. Les vingt premières pépites africaines de la Climate Tech, classées en fonction du montant total de leurs financements, accaparent 60 % du total des fonds levés par le secteur depuis 2016. Les start-up opérant sur le segment de l'énergie dominent le classement, avec Sun King, d.light, CrossBoundary Energy, Zola Electric, Bboxx, SolarAfrica, BURN Manufacturing, Lumos et Husk Power Systems figurant toutes dans le top 20.

Au-delà de l'énergie, Spiro (mobilité) et Twiga Foods (systèmes alimentaires) constituent les exemples les plus évidents d'autres catégories de climate tech ayant atteint une envergure significative, tandis que la présence de M-KOPA (données et finance) dans le Top 20 reflète une évolution d'un modèle axé sur l'accès à l'énergie vers une plateforme plus large intégrant des services financiers numériques.

Dans l'ensemble, les solutions d'atténuation du changement climatique représentent environ 84 % du financement total consacré aux technologies climatiques contre 16 % pour l'adaptation.

La répartition géographique des levées de fonds fait ressortir d'autre part que le Kenya a capté 51,3 % du total des levées de fonds réalisées par les climate tech africaines. Viennent ensuite le Nigeria (12,9 %) et l'Afrique du Sud (12 %). À eux seuls, ces trois pays représentent ainsi plus de 76 % de la valeur des financements.

AFRIQUE DU SUD

TotalEnergies met en service un complexe solaire de 216 MW avec stockage

L'Afrique du Sud renforce son parc de production renouvelable avec une installation conçue pour fournir de l'électricité au réseau au-delà des seules heures d'ensoleillement, grâce à l'association des technologies solaire et de stockage.

TotalEnergies a annoncé, le jeudi 16 juillet, l'inauguration du projet Hydra, développé dans la province du Cap-Nord avec Hydra Storage Holding et Reatile Renewables.

L'installation associe une centrale solaire photovoltaïque de 216 MW à un système de stockage par batteries de 500 MWh, selon le communiqué du groupe.

L'initiative devrait fournir au réseau national une puissance renouvelable pilotable de 75 MW entre 5h et 21h30.

La production annuelle attendue dépasse 400 GWh, soit l'équivalent de la consommation d'environ 200 000 ménages sud-africains, selon TotalEnergies. L'électricité sera vendue à Eskom dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité de 20 ans.

« Ce projet nous permet de fournir au réseau sud-africain une énergie renouvelable pilotable, renforçant ainsi la sécurité énergétique du pays tout en décarbonant sa production d'électricité », a déclaré Magali Pailhé, directrice générale de TotalEnergies Southern Africa.

Hydra est détenu à 35 % par TotalEnergies, à 35 % par Hydra Storage Holding et à 30 % par Reatile Renewables. Le coût du projet et les sources de financement n'ont pas été précisés dans le communiqué.

R I.

NIGERIA

Après le pétrole, la région du Delta du Niger veut devenir un pôle agricole

Au Nigeria, le secteur agricole contribue à hauteur de 23 % au PIB, mais son potentiel reste encore largement sous-exploité. Dans le delta du Niger, cœur historique de l'industrie pétrolière, les États cherchent aujourd'hui à bâtir de nouveaux relais de croissance en s'appuyant sur l'agriculture.

Au Nigeria, le gouvernement veut faire de la région du Delta du Niger un nouveau pôle de développement agricole. C'est dans cette optique que le vice-président Kashim Shettima (photo) a lancé le Fonds d'investissement agricole du Delta du Niger le mercredi 15 juillet à Abuja.

Cette région stratégique de l'économie nigériane, en raison de sa production pétrolière et gazière, regroupe neuf États du sud. Il s'agit notamment des États d'Abia, Akwa Ibom, Bayelsa, Cross River ou encore Rivers.

Présenté comme un véhicule commercial orienté vers le rendement, le Fonds d'investissement agricole du Delta du Niger vise à mobiliser jusqu'à 500 millions $ pour financer des projets couvrant plusieurs chaînes de valeur agricoles.

Ce mécanisme de financement bénéficiera en outre de l'appui de partenaires techniques et financiers. « Autour de lui, nous coordonnons les engagements déjà promis par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, ainsi que nos partenaires privés et commerciaux », explique M. Shettima dans un communiqué publié sur le site du gouvernement.

Parmi les principales filières agricoles ciblées figurent l'aquaculture, l'huile de palme, le manioc, le cacao, le riz, l'horticulture ou encore l'élevage. Plus largement cette initiative vise à transformer le modèle économique du Delta du Niger qui fournit environ 90 % du pétrole produit dans le pays. Depuis le début de l'exploitation commerciale du pétrole dans les années 1950, l'économie de la région s'est progressivement structurée autour des hydrocarbures. Selon les autorités, cette domination du pétrole a réduit le poids des activités agricoles traditionnelles, alors même que la région dispose d'un potentiel de production important.

Agence

RDC

La première mine de lithium amorce sa phase de mise en production

Malgré le litige de longue date entre son ancien opérateur AVZ Minerals et la société publique Cominière, le développement du gisement de Manono se poursuit depuis 2024. Zijin Mining, son actuel opérateur, indique désormais avoir franchi les premières étapes de sa mise en production en RDC.

Près de trois ans après son arrivée sur le projet, Zijin Mining a engagé le processus de mise en production de Manono, appelée à devenir la première mine de lithium de l'histoire de la République démocratique du Congo.

Dans une note du mercredi 15 juillet, le groupe chinois a annoncé le démarrage de l'usine de traitement du site, tandis que les prochaines étapes de ce chantier d'un coût d'environ 1 milliard USD se poursuivent.

Le projet Manono est conçu pour traiter jusqu'à 5 millions de tonnes de minerai par an. Cette capacité doit permettre de produire environ 1 million de tonnes de concentré de spodumène par an, avant sa transformation dans une fonderie en 100 800 tonnes de sulfate de lithium, un produit à plus forte valeur ajoutée utilisé comme intermédiaire à la fabrication de composés destinés aux batteries, notamment le carbonate de lithium.

Pour y parvenir, Zijin a retenu un développement par étapes. La première consiste à mettre en service une unité de séparation par milieu dense (Dense Media Separation, DMS). Concrètement, cette installation élimine une partie des roches pauvres afin de ne conserver que les fractions les plus riches en spodumène, principal minerai de lithium exploité à Manono. C'est cette étape que la société indique avoir franchie en mai dernier.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales plombées par les doutes sur l'IA

Le secteur technologique a accusé le coup vendredi sur les places boursières mondiales, miné par des inquiétudes renouvelées autour des investissements massifs dans l'intelligence artificielle (IA), sur fond de fortes tensions géopolitiques.

A Wall Street, l'indice Nasdaq - au sein duquel sont regroupés les géants de la tech - a chuté de 1,40%, l'indice élargi S&P 500 a perdu 1,01% et le Dow Jones a reculé de 0,77%. En Europe, où la tech pèse moins, Paris a tout de même perdu 0,47%, Francfort 0,34% et Milan 0,94%. Londres a gagné 0,27% et à Zurich, le SMI a pris 0,54%. "La faiblesse du secteur technologique alimente un climat d'aversion au risque sur l'ensemble des marchés", commente auprès de l'AFP Angelo Kourkafas, analyste d'Edward Jones. Les semi-conducteurs - essentiels pour construire les centres de données pour l'intelligence artificielle - sont particulièrement touchés, alors que des doutes refont surface sur la rentabilité future des investissements des géants de la tech pour développer l'IA. A New York, Broadcom a perdu 0,97%, AMD a reculé de 1,03%, Intel de 2% et Texas Instruments, de 2,47%. Le géant des puces Nvidia (-2,21%) a même cédé brièvement vendredi son titre de plus grande capitalisation mondiale à Apple (+0,14%), une première depuis mai 2025. Le mouvement de repli s'est étendu au reste de la tech américaine, à l'image de Microsoft (-1,82%), Meta (-2,79%), Amazon (-1,06%) ou Alphabet (-2,17%). Sur le Vieux Continent, le géant allemand des puces Infineon a cédé 2,02% à Francfort. A Paris, Soitec a perdu 3,15% et STMicroelectronics (-4,00%). Le néerlandais ASML a reculé de 3,84% à Amsterdam.

Deepseek 2.0 ?

Le lancement vendredi d'un modèle d'IA de l'entreprise chinoise Moonshot AI a accentué les doutes car "il pourrait constituer une alternative moins coûteuse" aux modèles des géants américains Anthropic et OpenAI, assure Patrick O'Hare, de Briefing.com.
"Cela pourrait se traduire par une réduction des dépenses d'investissement" des entreprises tech, ajoute-t-il.
L'épisode n'est pas sans rappeler la présentation début 2025 du modèle d'IA V4 de la start-up chinoise DeepSeek, qui avait stupéfié le monde en étant capable de rivaliser avec la puissance de ses concurrents américains, et fait souffler un vent de panique sur les Bourses.

La guerre en toile de fond

La franche hausse des prix du pétrole vendredi, due à "l'incertitude géopolitique", exerce également une pression sur les marchés boursiers, estime M. Kourkafas.
Le prix du baril de Brent a grimpé de 4,60% à 88,10 dollars. Celui de son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI), a progressé de 4,48% à 82,49 dollars.
Les Etats-Unis ont bombardé pour le sixième jour consécutif l'Iran, qui a riposté en visant des pays du Golfe alliés de Washington.
L'armée américaine a affirmé avoir attaqué "des dizaines de cibles militaires iraniennes" tandis que Téhéran a rapporté des dégâts sur le réseau électrique dans le sud du pays.
Au Koweït, une centrale électrique et de dessalement d'eau a été touchée par une attaque iranienne.
Avec la reprise des hostilités entre les Etats-Unis et l'Iran, les cours ont bondi de près de 16% sur la semaine.
Le marché pétrolier surveille en particulier le détroit d'Ormuz, passage stratégique où transitaient chaque jour, avant le début de la guerre, 20% du pétrole et gaz liquéfié consommés dans le monde.
Un navire y a été touché par un "projectile non identifié" au large d'Oman, a rapporté vendredi l'agence de sécurité maritime britannique UKMTO.
Côté changes, le dollar, valeur refuge et monnaie internationale pour le marché du pétrole, restait stable (+0,04%) face à la monnaie unique européenne, à 1,1437 dollar pour un euro vers 20H45 GMT.

R I /Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 16 Juillet 2026
Valeur : 20 Juillet 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.8136	132.8286
1	EUR	EURO	152.2841	152.3146
1	GBP	POUND STERLING	179.6235	179.6924
100	JPY	JAPANESE YEN	81.9230	81.9424
1	CNY	CHINESE YUAN	19.6240	19.6266
1	CHF	SWISS FRANC	164.6382	164.6976
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.5360	94.5736
1	DKK	DANISH KRONE	20.3699	20.3775
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8202	13.8238
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.7214	13.7255
1	AED	UAE DIRHAM	36.1584	36.1645
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3632	35.3710
1	KWD	KUWAITI DINAR	431.7737	431.9629
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.6620	45.1108
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2356	14.2372
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.7453	20.8519
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3154	3.3257
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.3942	180.3942

ALORS QUE LA CHUTE DU SECTEUR DES SEMI-CONDUCTEURS SE POURSUIT

Le S&P 500 et le Nasdaq reculent

Le S&P 500 et le Nasdaq ont reculé vendredi, les investisseurs réévaluant la hausse de cette année alimentée par l'IA, ce qui a accentué la vague de ventes sur les valeurs des semi-conducteurs, tandis que l'annonce d'un nouveau modèle d'IA en provenance de Chine a encore pesé sur le moral des marchés.
Après une progression fulgurante qui a propulsé les principaux indices boursiers à des niveaux records, les investisseurs ont commencé à se détourner des titres des semi-conducteurs, très prisés, en raison des inquiétudes concernant l'ampleur des dépenses liées à l'IA.
Dans l'ensemble, les valeurs des semi-conducteurs ont prolongé la tendance baissière de la séance précédente, le poids lourd Nvidia NVDA.O reculant de 1,4 %.
Cette baisse, combinée à une hausse en début de séance d'Apple AAPL.O , a permis au fabricant de l'iPhone de devancer Nvidia et de devenir brièvement l'entreprise la plus e au monde en termes de capitalisation boursière.
L'indice Philadelphia SE Semiconductor .SOX a chuté de 1,8 % et s'apprêtait à connaître sa pire semaine depuis mars. Cet indice a perdu plus de 20 % par rapport à son plus haut historique atteint fin juin.
« On a vraiment l'impression que ce mouvement est largement tiré par les valeurs du secteur des semi-conducteurs, ce qui pèse un peu plus sur le moral des investisseurs en général », a déclaré Fiona Cincotta, analyste de marché senior chez City Index.
La start-up chinoise spécialisée dans l'IA Moonshot a dévoilé Kimi K3, un modèle de 2 800 milliards de paramètres qu'elle présente comme le plus grand modèle d'IA à poids ouvert au monde, ce qui renforce les inquiétudes des investisseurs quant à la capacité des dépenses colossales engagées par les géants du secteur à produire des résultats tangibles.
« La dernière évolution en date est la concurrence des modèles open source en Chine, qui a suscité certaines craintes sur le plan concurrentiel », a déclaré Angelo Kourkafas, stratège senior en investissements mondiaux chez Edward Jones Investments.
« Il semblerait que certaines offres rivalisent avec les performances d'Anthropic et d'OpenAI… ce qui contribue peut-être aujourd'hui à expliquer en partie cette faiblesse qui a commencé en Asie. »
Les trois principaux indices s'apprêtaient à enregistrer des pertes hebdomadaires, le démarrage encourageant des résultats du deuxième trimestre et les données d'inflation modérées ayant été éclipsés par les inquiétudes concernant le secteur des semi-conducteurs.
Netflix NFLX.O a annoncé des prévisions de résultats pour le troisième trimestre inférieures aux estimations de Wall Street, entraînant une chute de 9 % du titre du géant du streaming. Ces pertes ont lourdement pesé sur le secteur des services de communication .SPLRCL , qui a reculé de 2,4 %.
L'indice de volatilité du CBOE .VIX , baromètre de la peur à Wall Street, a progressé de 1,30 point pour atteindre 18,03, son plus haut niveau depuis plus d'une semaine.
À 10 h 10 (heure de l'Est), l'indice Dow Jones Industrial Average .DJI gagnait 4,56 points, soit 0,01 %, à 52 557,53, le S&P 500 .SPX a perdu 43,71 points, soit 0,58 %, à 7 490,05 et le Nasdaq Composite .IXIC a perdu 323,79 points, soit 1,25 %, à 25 558,15.
Le Nasdaq, à forte composante technologique, a atteint son plus bas niveau depuis trois semaines en début de séance, avant de regagner une partie de ses pertes.
Les risques liés au conflit au Moyen-Orient ont continué de peser lourdement, les États-Unis ayant frappé des ponts et un aéroport en Iran, et Téhéran ayant riposté en frappant une centrale électrique et une usine de dessalement au Koweït.
La confiance des consommateurs américains a toutefois atteint en juillet son plus haut niveau depuis cinq mois , mais cette hausse est probablement temporaire, car la recrudescence des tensions entre les États-Unis et l'Iran fait grimper les prix de l'essence.
Parmi les autres titres qui ont fait parler d'eux, l'action d'Intuitive Surgical ISRG.O a chuté de près de 11,4 % après que le fabricant de dispositifs médicaux a maintenu inchangées ses prévisions de croissance pour la procédure da Vinci et averti que les modifications apportées aux régimes d'assurance pourraient retarder la prise en charge des patients.
Les titres en baisse ont été plus nombreux que les titres en hausse, dans un rapport de 1,24 pour 1 à la Bourse de New York (NYSE) et de 1,55 pour 1 au Nasdaq.

Agence

FRANCE

Bercy met le frein à la hausse des dépenses pour 2027

Le gouvernement français présente un projet de budget 2027 visant à limiter fortement la hausse des dépenses de l'État (+0,4% hors défense), avec une priorité donnée à la défense, à l'écologie, à l'éducation et à la recherche.

Le plan suscite des critiques : syndicats et oppositions dénoncent une politique d'austérité, tandis que Bercy insiste sur la nécessité de réduire le déficit public et de préserver les choix démocratiques

Bercy a donc publié jeudi ce document annuel fixant les "plafonds de dépenses du projet de loi de finances pour 2027", le "tiré à part" en jargon budgétaire.

En juin, le Premier ministre Sébastien Lecornu avait écrit aux ministres pour leur demander de revoir à la baisse leurs demandes initiales.

Résultat, hormis la hausse des dépenses de Défense (+6,4 milliards d'euros), le gouvernement affiche l'ambition de limiter l'an prochain la progression des dépenses ministérielles à 0,4%, "soit quatre fois moins que l'inflation attendue en 2027".

Ainsi, hors Défense, les crédits des ministères n'augmenteront que de 1,5 milliard d'euros au total, à raison de 1,5 milliard d'euros pour l'écologie, notamment après les épisodes de canicule, 0,8 pour l'enseignement scolaire, 0,6 pour la recherche et l'enseignement supérieur, 0,6 pour "les sécurités" ou 0,4 pour la justice.

"Livre ouvert"

En revanche, la mission "travail" perdrait 2,8 milliards, l'aide publique au développement, 0,3, les missions "agriculture" et "santé", 0,1 milliard chacune.

"Les crédits de l'apprentissage seront préservés, par les temps qui courent, c'est un choix fort !", s'est défendu dans les Echos le ministre du Travail Jean-Pierre Farandou, qui reconnaît néanmoins un nouveau coup de vis sur le compte personnel de formation (CPF) ainsi que la poursuite de la lutte contre la fraude à la formation professionnelle, et à l'apprentissage. Le ministre du Travail évoque ainsi "une nouvelle version du référentiel Qualiopi (...) officialisée la semaine prochaine". Au total, les dépenses de l'administration centrale sont fixées à 708,4 milliards d'euros pour l'an prochain. Mais celles de la Sécurité sociale "croîtront plus vite que l'inflation", remarque le document, pour progresser de 17 milliards d'euros, à 838,3 milliards.

Agence

SUITE À UNE GRÈVE DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR PÉTROLIER

Baisse de la production norvégienne de 2,4 millions de boe

La production norvégienne de pétrole et de gaz a diminué de 2,4 millions de barils équivalent pétrole (boe) depuis le début de l'année, en raison d'une grève salariale en cours menée par les travailleurs des services pétroliers, a déclaré jeudi le groupe industriel Offshore Norway.

En 2025, la Norvège a produit environ 1,5 milliard de boe, soit plus de 4 millions de barils équivalent pétrole par jour (boepd) à partir de ses gisements offshore. La grève, qui a débuté le 15 juin après l'échec des négociations salariales, a entraîné des pertes de production estimées à 1,6 milliard de couronnes norvégiennes (163,6 millions de dollars), en tenant compte à la fois des impacts réels et prévisionnels, a indiqué Offshore Norway.

Les pertes de production quotidiennes continuent d'augmenter et devraient atteindre environ 120 000 boepd d'ici la mi-juillet, a-t-il ajouté. Après que le syndicat Safe a intensifié la grève le 18 juin, les employeurs ont réagi fin juin en imposant un lock-out à environ 1 000 travailleurs supplémentaires afin de tenter de mettre fin au conflit, avertissant que les perturbations de la production pourraient s'aggraver.

Cinq plates-formes de forage mobiles, cinq installations offshore fixes et un navire d'intervention sur puits ont jusqu'à présent complètement cessé leurs activités, tandis que quatre navires d'inspection, d'entretien et de réparation (IMR) ont également été touchés, a indiqué Offshore Norway. Raymond Midtgaard, dirigeant du syndicat Safe, a déclaré que c'était le lock-out imposé par les employeurs, et non la grève elle-même, qui était responsable des pertes de production. "Safe n'a mobilisé que quelques centaines de travailleurs sur l'ensemble de ses effectifs," a-t-il déclaré dans un SMS adressé à Reuters.

Le ministère norvégien du Travail, qui a le pouvoir d'intervenir si une grève menace des intérêts nationaux vitaux, s'est jusqu'à présent abstenu d'intervenir.

"Les parties concernées portent la responsabilité de ce conflit, et c'est à elles qu'il revient de le résoudre… Le seuil d'intervention est élevé," a déclaré le ministère dans un e-mail adressé jeudi à Reuters, réitérant ainsi sa position antérieure. (1 $ = 9,7789 couronnes norvégiennes)

Agence

ITALIE

La Banque d'Italie prévoit un ralentissement de la croissance au 2e trimestre

L'économie italienne a vraisemblablement progressé à un rythme plus lent au deuxième trimestre par rapport aux trois premiers mois de 2026, période durant laquelle la croissance avait atteint 0,3%, a annoncé vendredi la Banque d'Italie.

La banque centrale a indiqué que les investissements ont ralenti au cours des mois de printemps, tandis que la consommation des ménages a reculé. Cette période a été marquée par le conflit au Moyen-Orient.

Les prix de l'énergie ont fortement augmenté en raison de la guerre en Iran, ce qui va creuser le déficit énergétique de l'Italie. Ce déficit devrait s'accroître d'environ un demi-point de pourcentage du PIB en 2026, avant de diminuer progressivement au cours des années suivantes.

La Banque d'Italie avait prévu en juin que le PIB de l'Italie progresserait de 0,5% cette année, sur la base de données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables. La banque a précisé que cette croissance atteindrait 0,6% en tenant compte des récentes révisions de données annoncées par l'institut national de statistiques ISTAT.

Les visites de touristes internationaux en Italie n'ont subi que des effets temporaires liés au conflit au Moyen-Orient. Les visiteurs en provenance du Moyen-Orient, qui représentent 2,5% des dépenses touristiques étrangères en Italie, ont fortement chuté en mars et avril par rapport à l'année précédente.

Le nombre de visiteurs en provenance de pays extérieurs à l'Europe a temporairement diminué en raison du conflit, avant de se redresser en mai et juin.

R I.

ROYAUME UNI

Les défis qui attendent Andy Burnham à Downing Street

Andy Burnham, qui deviendra lundi le septième Premier ministre britannique en dix ans, sera immédiatement confronté à une série de défis majeurs qui ont déjà coûté leur poste à plusieurs de ses prédécesseurs.

Tour d'horizon des principaux chantiers qui l'attendent. La croissance britannique est poussive et les marges budgétaires sont minces.

Selon le FMI, après une progression de 1,4% en 2025, la croissance "devrait ralentir à 1% en 2026".

Andy Burnham a fait de la décentralisation l'un des principaux leviers pour stimuler l'économie.

Face à des marchés inquiets de la dette, la crédibilité de la politique budgétaire sera "essentielle, car elle influence le coût de l'endettement de l'État" et par conséquent l'argent disponible "pour l'investissement et les services publics", explique à l'AFP Silvia Pepino, économiste et chercheuse associée à la London School of Economics (LSE).

Le pouvoir d'achat des Britanniques a été durement entamé ces dernières années par une inflation qui a culminé à des niveaux inédits depuis des décennies avant de ralentir progressivement. La guerre en Iran, en faisant s'envoler les prix du pétrole et du gaz, a ravivé les craintes.

"Une hausse durable des coûts de l'énergie (...) rendrait les perspectives économiques plus difficiles", souligne Silvia Pepino.

Des solutions existent, mais leur effet ne sera pas immédiat, selon l'économiste, qui cite notamment l'augmentation du nombre de logements et l'amélioration de leur efficacité énergétique.

Un autre casse-tête sera de s'attaquer à l'augmentation des dépenses sociales.

Son prédécesseur, le démissionnaire Keir Starmer, avait déclenché une fronde au sein de l'aile gauche du Parti travailliste en annonçant la réduction des allocations destinées aux personnes handicapées. Il avait finalement reculé.

Décrit comme un socialiste pro-entreprises, Andy Burnham sera sous pression pour ne pas réduire drastiquement les aides sociales.

Il s'est engagé à "réparer" des secteurs sous-financés comme celui de la dépendance. L'une des priorités sera de barrer la route au parti anti-immigration Reform UK, en tête des sondages pour les prochaines élections législatives prévues en 2029.

Début mai, le Labour a subi une cuisante défaite à des élections locales, au profit de ce parti dirigé par Nigel Farage, ce qui avait intensifié les critiques contre Keir Starmer au sein des travaillistes.

Andy Burnham a lui emporté haut la main une législative partielle en juin dans le nord de l'Angleterre, face au candidat de Reform.

Le Parti travailliste perd par ailleurs des électeurs à sa gauche, au profit des Verts.

Andy Burnham a promis vendredi d'incarner un parti "authentiquement" travailliste: "Nous n'allons pas essayer d'être plus verts que les Verts, ni d'être encore plus Reform que Reform UK", a-t-il déclaré.

R I.

HP accusé de cartel sur les PC et les cartouches d'encre

La Competition Commission of India (CCI) a infligé à HP India et à 21 de ses revendeurs une amende cumulée proche de 12,8 millions d'euros. Le régulateur a sanctionné, à travers deux ordonnances, des ententes sur des appels d'offres publics portant sur des ordinateurs et des consommables d'impression entre 2017 et 2020.

Lorsqu'on parle de cartel, la plupart du temps, on est à des millions de pixels de penser au marché des ordinateurs et des consommables. Pourtant, c'est bien de cela qu'a été accusé HP. Le régulateur vient de rendre deux ordonnances sur des marchés séparés. La première porte sur la vente d'ordinateurs, d'ordinateurs portables et d'accessoires aux administrations indiennes. La seconde concerne les cartouches, toners et autres consommables d'impression. Entre 2017 et 2020, ces achats publics passaient par Government e-Marketplace, la plateforme d'approvisionnement de l'État indien. Selon la CCI, HP India dictait les prix à ses revendeurs et limitait, pour certains d'entre eux, l'accès aux documents d'autorisation nécessaires pour candidater. Elle a infligé une amende cumulée de 110 000 euros à cinq revendeurs liés au dossier des ordinateurs. Seize autres, impliqués dans l'affaire des consommables, ont écopé d'environ 208 000 euros. Au total, le régulateur a réclamé 318 000 euros aux 21 revendeurs, en plus de la sanction propre à HP India.

HP dictait le déroulement des enchères inversées

Les marchés publics de PC en Inde passaient souvent par des enchères inversées. Les prix baissaient au fil des propositions concurrentes, jusqu'à ce qu'un seul fournisseur reste en lice. Si ses revendeurs se retiraient trop tôt, HP India risquait de perdre toute chance de vente. Cinq revendeurs coordonnaient donc leurs offres avec l'appui de HP India, qui leur communiquait par avance les tarifs à proposer, selon l'ordonnance de la CCI.
L''entreprise décidait aussi qui pouvait participer, en retenant sélectivement les documents d'autorisation nécessaires pour candidater à certains appels d'offres. Dans plusieurs cas, HP India choisissait par avance quel revendeur allait fournir tel client.
Sur ce dossier, la CCI a imposé à HP India une amende de 1,3 milliard de roupies, soit environ 11,7 millions d'euros, et une amende cumulée de 110 000 euros à ses cinq revendeurs.

La CCI a établi la cartellisation des consommables par WhatsApp

La CCI a instruit le second dossier à partir d'échanges internes découverts pendant l'enquête. Elle y a constaté, dans des messages WhatsApp, des e-mails, des témoignages et une vidéo filmée en 2019 lors d'une réunion de revendeurs, des accords sur les prix, la répartition des clients et la pratique du cover bidding, une offre volontairement peu compétitive destinée à laisser gagner un concurrent désigné à l''avance.
Seize revendeurs de second rang participaient à cet arrangement, selon l'ordonnance. HP India a expliqué la pression sur les prix par la menace de certains revendeurs d'opter pour des cartouches et toners contrefaits, moins chers. Pour limiter ce risque, l'entreprise avait organisé un accord qui empêchait les revendeurs de se faire concurrence entre eux sur les prix.
Sur ce dossier, la CCI a également infligé à HP India une amende de 119,8 millions de roupies, soit environ 1,08 million d'euros, et une amende cumulée de 208 000 euros à ses seize revendeurs.
Les deux enquêtes n'ont pas démarré à l'initiative de la CCI. HP India a déposé une demande de clémence au titre de l'article 46 de la loi indienne sur la concurrence, un dispositif qui réduit l'amende d'une entreprise en échange de la divulgation de ses propres pratiques anticoncurrentielles et de sa coopération avec les enquêteurs. En déposant cette demande, HP India a déclenché les deux procédures et, en coopérant avec les enquêteurs, a obtenu une réduction de sa sanction finale.
Les sanctions ne s'arrêtent pas aux entreprises. La CCI a aussi tenu pour responsables plusieurs salariés de HP India et des dirigeants des revendeurs concernés, en vertu de l'article 48 de la loi sur la concurrence. Ces personnes physiques ont écopé de pénalités individuelles, distinctes de celles infligées à leurs employeurs. Les entreprises sanctionnées doivent en outre cesser leurs pratiques et organiser des formations de mise en conformité, dans un délai de 60 jours.
HP n'a pour l'instant pas réagi publiquement à ces deux ordonnances. L'affaire porte uniquement sur des marchés publics. Les acheteurs individuels de cartouches ou de toners HP n'obtiennent donc ni remboursement ni baisse de prix immédiate. HP fait aussi l'objet de critiques distinctes, portant sur le blocage de cartouches tierces par mise à jour ou sur son offre d'impression par abonnement.

PÉNURIE DE RAM

Apple cherche la solution en Chine, mais le Congrès américain pourrait lui dire non

Apple avait trouvé du côté de la Chine des fournisseurs alternatifs de RAM. Mais la firme de Cupertino pourrait bien sur ce dossier se retrouver face aux autorités américaines !
La pénurie de la RAM a obligé nombre de géants de la tech à chercher au-delà du triumvirat habituel formé par Micron, SK Hynix et Samsung. C'est ainsi le cas d'Apple, qui s'est mis à négocier avec les acteurs « émergents » chinois, à savoir CXMT et YMTC. Mais si la firme fondée par Steve Jobs croyait avoir trouvé le remède qui sauve, elle va peut-être se prendre un stop rude à cause du Congrès.

Des membres du Congrès veulent interdire l'acquisition de puces chinoises par des entreprises américaines

C'est un des gros titres du secteur de la tech ces derniers jours. Le Chinois CXMT monte en puissance, et pourrait même atteindre le niveau de production de Micron d'ici la fin de l'année. Un CXMT sur lequel Apple veut s'appuyer à l'avenir pour se fournir en RAM.
Sauf que, du côté de Washington, si l'on en croit le Financial Times, des membres du Congrès ne sont pas d'accord. Ils sont ainsi un certain nombre, dont le président de la commission « Chine » de la Chambre des représentants John Moolenaar, et le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants Brian Mast, à s'opposer à Apple. Plus largement, ils souhaitent interdire les entreprises américaines de se fournir en puces made in China.

Apple ferait une « grave erreur »

Pour les deux membres du Congrès cités plus haut, Apple ferait une « grave erreur » en se fournissant en composants mémoires du côté des entreprises CXMT et YMTC. Ils soutiennent en effet que ces sociétés auraient des liens avec l'armée chinoise - ce qui porterait atteinte à la sécurité nationale des États-Unis.
Reste maintenant à savoir si cette mise en garde sera suffisante, quand on sait à quel point le marché de la RAM devrait rester très tendu pendant longtemps - il y a en effet à l'heure actuelle peu d'espoirs que les prix des la RAM déclinent fortement avant l'horizon 2030.

AU MILIEU DES GÉANTS CHINOIS

Tesla s'impose comme le 6e exportateur automobile en Chine

Avec son usine de Shanghai, Tesla est au coude à coude avec les grands constructeurs locaux, mais pas exactement là où on l'attend. La marque californienne est la sixième plus grande exportatrice automobile de Chine. 40 % des voitures produites sur le site sont destinées à l'étranger, deux fois plus qu'en 2025. Une performance inédite pour un constructeur étranger, qui est en partie due au ralentissement économique du pays, poussant les constructeurs à s'orienter toujours plus vers les autres pays asiatiques.

Entrée en fonction en 2019, la Gigafactory de Shanghai joue dans la cour des grands, même face à des constructeurs bien implantés. En sept ans de production en Chine, la société californienne Tesla est devenue la sixième marque automobile qui exporte le plus de voitures à l'étranger depuis le pays. Presque ironique pour le constructeur californien, alors que les États-Unis sont toujours en guerre commerciale pour empêcher les voitures chinoises d'arriver sur leur territoire. Rien qu'au premier semestre 2026, la marque a exporté 229 000 voitures depuis la Chine, aussi bien vers les pays voisins en Asie que vers l'Europe, notamment pour la Model 3.

Son activité s'est par ailleurs étendue à l'exportation vers l'Asie du Sud-Est, mais aussi vers l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud. Non seulement l'usine assure une part importante des Tesla exportées à l'échelle mondiale, mais, d'après la directrice générale du cabinet de conseil chinois Automotive Foresight, Yale Zhang, la Gigafactory asiatique serait l'usine la plus rentable de Tesla, devant ses sites historiques aux États-Unis et celui de Berlin, qui prend pourtant de l'élan dernièrement. Il faut dire que le site profite d'un coût de la main-d'œuvre plus avantageux qu'en Europe ou aux États-Unis et de composants pour les véhicules très facilement accessibles à proximité, là aussi pour un prix contenu. À titre d'exemple, le hub chinois a livré un total de 468 000 voitures au premier semestre 2026, soit 56 % des 838 000 Tesla livrées à cette période à l'échelle mondiale.

Une usine qui monte en puissance en partie malgré elle

L'usine de Shanghai produit des Model Y, des Model Y L à six places et la berline Model 3, des modèles qui se vendent bien au demeurant, même en Chine. Cependant, au même titre que les constructeurs locaux, les ventes de Tesla dans le pays se tassent. La croissance économique du pays est passée de 5 % à 4,3 %, et l'État a instauré une taxe de 5 % à l'achat d'un véhicule électrique neuf. De quoi décourager les acheteurs, et les chiffres s'en ressentent : le volume de véhicules électrifiés (hybrides inclus) a reculé de 14 % au premier semestre 2026 par rapport à l'année précédente. Miser de plus en plus sur l'export est donc une nécessité croissante pour les

constructeurs surtout avec un marché domestique saturé.

Ainsi, le Model Y classique produit à Shanghai est devenu la voiture la plus importée en Corée du Sud, au Japon, en Australie et en Nouvelle-Zélande, tandis que sa version rallongée, dans un premier temps vendue sur le marché chinois, est désormais disponible en Nouvelle-Zélande, en Malaisie et en Inde, bien que, sur ce marché, les plans du géant américain ne se passent pas comme prévu. Les ventes y restent anecdotiques, bien loin des objectifs initiaux. En Europe aussi, les Tesla venues de Chine rencontrent des difficultés. Par exemple, toutes les Model 3 vendues sur le Vieux Continent sont produites à Shanghai, ce qui les prive de l'éco-score, un désavantage non négligeable en France. D'autant plus que les marques chinoises arrivent à être encore plus compétitives, même sans compter sur ces avantages fiscaux.

LE MILIEU DE L'AUTOMOBILE ALLEMAND CRAINT POUR SON AVENIR

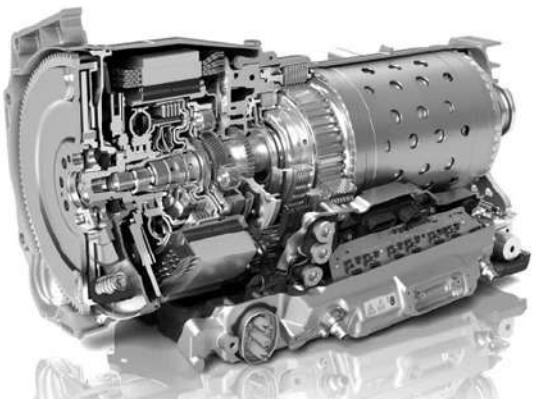
A terme, des centaines de milliers d'emplois pourraient disparaître

Avec une potentielle interdiction de vendre des véhicules thermiques après 2035, couplée à des marchés compliqués, le milieu de l'automobile allemand est inquiet pour son avenir. Parfois à juste titre, comme le démontre ces derniers temps le groupe Volkswagen. Alors, pour alerter les institutions sur leur avenir, BMW, Mercedes, Bosch et ZF, en collaboration avec l'institut allemand Fraunhofer, viennent de présenter une étude aux résultats alarmants. D'après eux, plus de 700 000 emplois sont menacés en Europe d'ici 2040. L'interdiction de vendre des voitures thermiques neuves d'ici 2035 est fortement contestée. Ce n'est cependant pas suffisant pour effacer les inquiétudes des constructeurs allemands à propos de cette transition, après des années d'investissements massifs dans le thermique. Il faut dire que le moral comme les finances ne sont pas au beau fixe chez la plupart des marques du pays. Le plan d'envergure de Volkswagen, comprenant la suppression de 100 000 emplois, en est un énième exemple. Une nouvelle étude de l'institut Fraunhofer, en collaboration avec BMW, Mercedes, Bosch et ZF, vient illustrer ces craintes. Les grandes lignes des résultats peuvent sembler alarmistes, mais ces puissantes entreprises cherchent à alerter les institutions et à les mettre en garde contre les conséquences désastreuses d'une transition forcée. Dès l'annonce de l'interdiction de la production de véhicules thermiques, les constructeurs allemands avaient exprimé leur désaccord. Cette étude vient faire office de piqûre de rappel : introduire une

telle mesure revient à mettre en péril une filière tout entière qui a reçu des milliards d'euros d'investissements depuis des années. Le rapport présente quatre scénarios, avec des pertes de valeur pour l'industrie automobile européenne allant de colossales à abyssales. L'hypothèse la moins catastrophique est estimée à 60 milliards d'euros, la pire à 95 milliards d'euros. Côté emploi, la situation est tout aussi préoccupante, avec une estimation de 350 000 postes supprimés d'ici 2030 et même 726 000 d'ici 2040.

Non, l'assouplissement des règles et des objectifs ne redressera pas la situation

Les experts de l'institut Fraunhofer peuvent sembler fatalistes. D'après eux, l'assouplissement de la réglementation en faveur d'une transition vers l'électrique plus douce ne suffira pas à sauver l'industrie automobile européenne, et particulièrement alle-

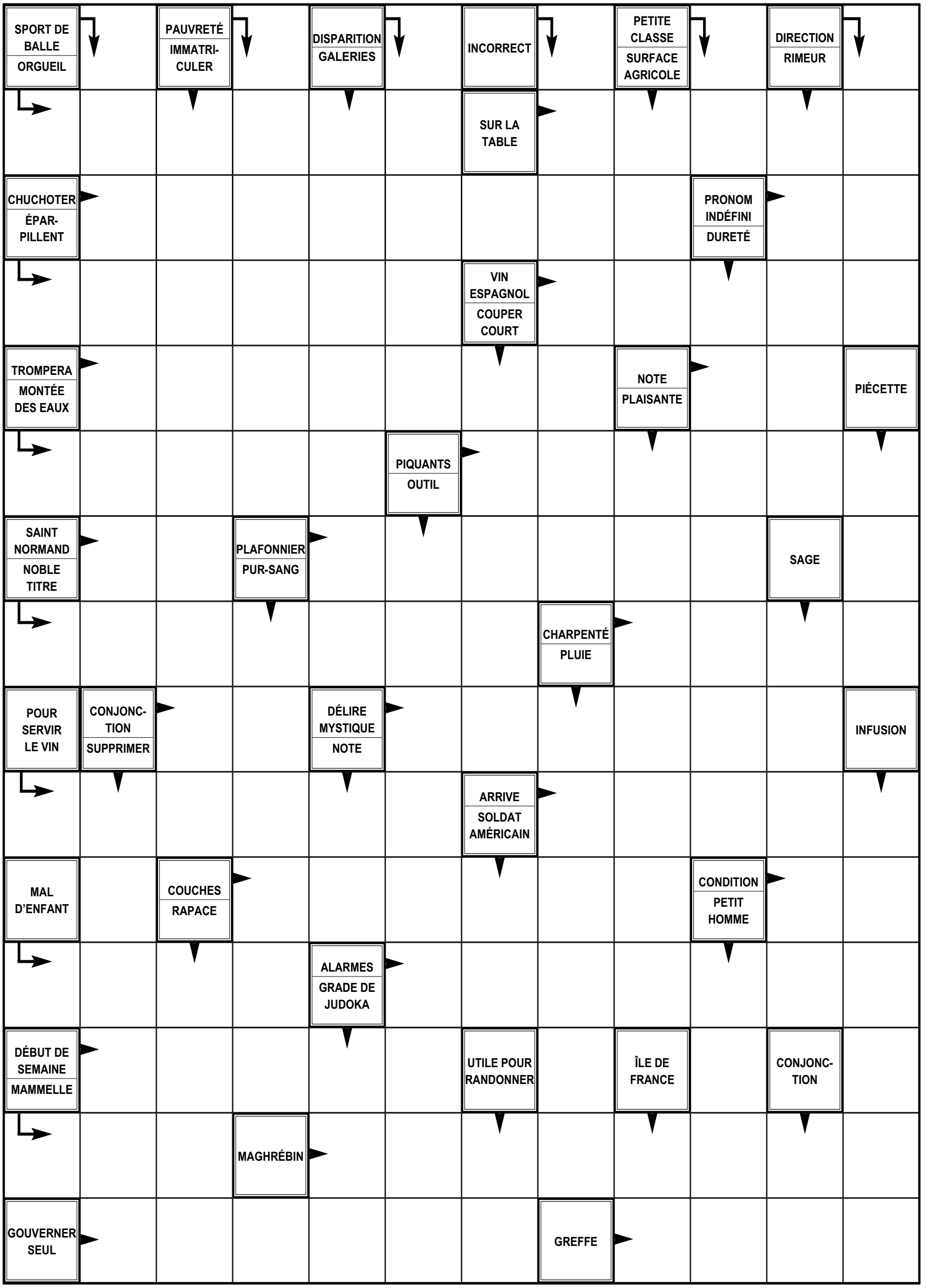


mande. Plusieurs arguments sont avancés : malgré quelques sursauts, les ventes globales de voitures neuves peinent à se maintenir et les coûts de l'énergie augmentent sans cesse. Même la fiscalité se fait de moins en moins avantageuse pour les voitures électriques, longtemps privilégiées à ce niveau. Quoi qu'il en soit, les volumes et la rentabilité de l'électrique progressent, mais sont encore jugés insuffisants par les constructeurs pour compenser les pertes financières liées à l'arrêt du thermique.Bien que commandée par des constructeurs et équipementiers allemands, l'étude reconnaît une avance des constructeurs chinois dans la mobilité électrique. D'autant plus que ces derniers investissent massivement pour se faire une place à l'export, leur marché intérieur étant saturé.

Ce dernier joue d'ailleurs des tours aux constructeurs allemands, comme Mercedes pour ne citer que lui. Malgré des efforts et des changements de stratégie, les ventes de la marque à l'étoile s'effritent dans le pays : -21 % en 2025 comparé à l'année précédente. Pris en tenailles, les constructeurs européens subissent la concurrence tout en devant se fournir en Chine pour certaines composantes.

L'avenir est tout aussi sombre pour les équipementiers comme ZF, qui produit principalement des boîtes de vitesses : l'arrêt pur et simple du thermique pourrait donner le coup de grâce à une entreprise déjà mal en point.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 20 juillet 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

12 morts et 284 blessés en 24 heures

Douze (12) personnes sont décédées et 284 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique, dimanche, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Mascara, avec 6 personnes décédées, suite à une collision entre un véhicule léger et un camion, et dans la wilaya d'El Meghaier, où 5 personnes sont mortes également, suite à une collision entre un véhicule léger et un camion.

VAGUE DE CHALEUR

Baisse progressive des températures à partir de la semaine prochaine

La vague de chaleur qui touche de nombreuses wilayas du pays devrait se poursuivre durant les prochains jours avant de commencer à s'atténuer progressivement à partir du 26 juillet, indique, dimanche, l'Office national de la météorologie (ONM). A ce sujet, le spécialiste en météorologie à l'ONM, Boualem Sayah, a précisé dans une déclaration à l'APS que la persistance de cette hausse sensible des températures est due à l'influence d'un anticyclone, communément appelé "dôme de chaleur", qui domine actuellement les wilayas du nord ainsi que la région des oasis, ajoutant que cette vague de chaleur devrait commencer à reculer progressivement à compter du 26 juillet.
Ce changement de la situation météorologique résultera d'une baisse de la pression atmosphérique dans les hautes couches de l'atmosphère, favorisant la formation de courants d'air nord-ouest, qui contribueront à faire diminuer les températures et à les ramener à leurs normales saisonnières et mensuelles. S'agissant de la situation météorologique actuelle, le même expert a indiqué que cette hausse des températures a atteint des niveaux "records" par rapport aux températures habituellement enregistrées en cette période de l'année, rappelant que l'Algérie avait déjà connu, en 2021, 2022 et 2023, des températures records dans certaines wilayas du Nord.

EXPORTATIONS ALGÉRIENNES DE GNL VERS LA TURQUIE

1,62 million de tonnes expédiées en six mois

L'Algérie a confirmé son statut de deuxième fournisseur de gaz naturel liquéfié (GNL) de la Turquie au cours du premier semestre 2026, avec des exportations de 1,62 million de tonnes. Bien qu'en léger recul de 4,1 % par rapport aux 1,69 million de tonnes livrées durant la même période en 2025, cette performance témoigne de la solidité des relations énergétiques entre Alger et Ankara. Selon le dernier rapport de l'Energy Research Unit, les États-Unis et l'Algérie ont assuré à eux seuls près de 78 % des importations turques de GNL au cours des six premiers mois de l'année. Les États-Unis demeurent le premier fournisseur avec 3,92 millions de tonnes, soit 55 % des importations totales de la Turquie, malgré une légère baisse de 1,2 % sur un an.
Au total, les importations turques de GNL ont atteint 7,11 millions de tonnes au premier semestre 2026, contre 6,93 millions de tonnes à la même période de l'année précédente, enregistrant une progression de 2,6 %, soit 180 000 tonnes supplémentaires. Le rapport souligne que la Turquie continue de couvrir ses besoins énergétiques grâce à une combinaison d'importations par gazoducs et de cargaisons de GNL, la production nationale restant insuffisante pour répondre à une demande en constante progression. Dans ce contexte, l'Algérie conserve une place stratégique dans le portefeuille d'approvisionnement énergétique d'Ankara. Si la concurrence s'intensifie avec l'arrivée de nouveaux fournisseurs, notamment la Mauritanie, qui fait son entrée sur le marché turc avec 0,29 million de tonnes exportées au premier semestre 2026, le GNL algérien reste un pilier de la sécurité énergétique turque. Le classement des principaux fournisseurs est complété par le Nigeria, troisième avec 0,51 million de tonnes, suivi de la Mauritanie (0,29 million de tonnes), de la Guinée équatoriale (0,21 million de tonnes) et de l'Angola (plus de 0,20 million de tonnes). D'autres pays, dont le Sultanat d'Oman, ont fourni près de 0,37 million de tonnes supplémentaires.

Synthèse Z R.

TOURISME DE MONTAGNE

Tala Guilef confirme son attractivité

Plus de deux ans après sa réouverture, la Station Climatique El Arz de Tala Guilef poursuit son développement dans le cadre de la stratégie du ministère du Tourisme et de l'Artisanat visant à relancer le tourisme de montagne en Algérie. Située au cœur du parc national de Djurdjura, elle contribue à cette dynamique grâce à la qualité de ses infrastructures, l'excellence de son hospitalité, son engagement en faveur d'un tourisme durable et sa contribution au développement économique local.
À travers ses trois établissements ; EL ARZ Hotel, dédié aux voyageurs de loisirs, EL ARZ Cosy Hotel, conçu pour les familles, et EL ARZ Resort & Conference Center, destiné au tourisme d'affaires, aux séminaires, conférences et activités de team building, EL ARZ HOTELS propose une capacité d'accueil de près de 550 lits. En associant hébergement, restauration, espaces événementiels et infrastructures de détente, le complexe offre une expérience complète et s'affirme comme une destination de montagne accessible tout au long de l'année. En période estivale, la fraîcheur naturelle du massif du Djurdjura attire des visiteurs venus de différentes régions d'Algérie et de l'étranger. Ils peuvent y pratiquer diverses activités de pleine nature, notamment la randonnée accompagnée, le VTT, l'escalade, les parcours d'orientation, le tir à l'arc ou encore les sorties en quad. En hiver, la destination propose également le snow hiking, la luge et des activités indoor. Cette vision s'inscrit dans une démarche de responsabilité sociétale et environnementale. En partenariat avec le Parc national du Djurdjura et les acteurs locaux, la station climatique mène des actions de sensibilisation à l'environnement, des campagnes de nettoyage et des opérations de plantation de cèdres. Depuis 2025, plus de 1 000 cèdres ont été plantés, tandis que l'intégration progressive de solutions fondées sur les énergies renouvelables vient renforcer cette démarche. Dans cette perspective, Farid ZEMIH, Directeur de la Station climatique El Arz, a déclaré : « Le développement du tourisme de montagne ne peut être envisagé sans une démarche responsable. Notre stratégie s'inscrit pleinement dans cette vision de durabilité, en partenariat avec le Parc national du Djurdjura et les acteurs locaux, afin de promouvoir un tourisme respectueux de l'environnement. » Cet engagement contribue également au développement économique local. Depuis sa réouverture, le complexe a créé plus de 130 emplois directs, favorisant la valorisation des compétences régionales et le dynamisme de l'activité touristique. Il contribue également à la promotion du patrimoine culturel du Djurdjura à travers des activités de découverte mettant en valeur les savoir-faire artisanaux, la gastronomie locale et les traditions de la région. Portée par cette dynamique, la Station climatique EL ARZ s'affirme comme une référence du tourisme de montagne en Algérie. Elle poursuit sa contribution au développement de cette filière en proposant une destination quatre saisons, fondée sur l'hospitalité, la qualité de service et le développement durable.

R E.

INSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES 2026

Ouverture dès aujourd'hui de la phase de confirmation

Par S R.

Lancée le 15 juillet dernier, la première phase des préinscriptions en ligne a pris dimanche soir. Dès aujourd'hui, lundi 20 juillet, les futurs étudiants entameront la phase de confirmation et de modification de leurs vœux, un processus désormais fluide grâce à une numérisation intégrale du secteur. Invité de la Chaîne II de la Radio nationale, Ali Choukri, Directeur général des enseignements et de la formation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), a précisé qu'après cette première phase, les nouveaux bacheliers aborderont, du 20 au 22 juillet, la période de confirmation durant laquelle ils auront la possibilité de modifier ou de changer leurs choix de spécialités, avant la proclamation des premiers résultats d'orientation fixée au 30 juillet. Par ailleurs, pour les étudiants n'ayant obtenu aucun de leurs vœux ou n'ayant pas pu s'inscrire à temps, une session de rattrapage est prévue du 31 juillet au 2 août, menant enfin à l'annonce des résultats définitifs de cette phase réglementaire le 5 août 2026. Pour cette rentrée 2026, la tutelle a introduit des nouveautés majeures pour optimiser l'orientation des candidats et maximiser leurs chances d'obtenir la filière de leur choix. La principale innovation réside dans l'élargissement de la fiche de vœux. « Concernant les choix disponibles, l'année dernière, ils étaient de 6 à 10. Cette année, nous avons augmenté le nombre de choix possibles, qui passe désormais à 12. Le bachelier doit ainsi formuler entre 6 et 12 choix », a précisé M. Choukri. Pour accompagner cette réforme et lever toute ambiguïté, le ministère a également misé sur l'intelligence numérique en développant un outil d'aide à la décision. Le Directeur général du MESRS a ainsi mis en avant le lancement d'une nouvelle solution mobile, expliquant qu'« une nouvelle application a été lancée pour le calcul de la moyenne pondérée afin de faciliter le choix. En moins d'une seconde, l'étudiant peut calculer sa moyenne pondérée par rapport à la carte des filières, qui englobe de nombreuses spécialités répondant à ses aspirations ». Cette base de données intégrée englobe l'ensemble du réseau universitaire national, soit 117 établissements répartis entre universités, centres universitaires, écoles nationales supérieures et écoles normales supérieures (ENS).

UNIVERSITÉ "ZIANE ACHOUR" DE DJELFA

6 000 places pédagogiques affectées aux nouveaux bacheliers

L'Université " Ziane Achour " de Djelfa a affecté 6.000 places pédagogiques au profit des nouveaux bacheliers, a-t-on appris dimanche auprès du rectorat de cet établissement de l'enseignement supérieur. Ce nombre de places seront réparties entre 13 domaines de formation, dont la filière de médecine, ainsi que plusieurs autres spécialités relevant de différentes disciplines scientifiques et littéraires, a indiqué le recteur de l'université, El-Hadj Aïlam. Par ailleurs, l'annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS), ouverte au cours de l'année universitaire écoulée, assurera 1.000 places pédagogiques pour la nouvelle rentrée universitaire, couvrant les trois cycles d'enseignement et diverses spécialités, a ajouté le même responsable. Pour rappel, les inscriptions universitaires se déroulent, à l'instar des années écoulées, suivant une procédure entièrement numérisée et sans support papier (zéro papier). Ce système permet aux nouveaux bacheliers de formuler et de confirmer leurs choix d'orientation durant les périodes fixées par la circulaire ministérielle.